Le plan Schuman

Instrument d'oppression sociale et arsenal de guerre

(Lire en 3e page)

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-septième année. — N° 327
JEUDI 18 SEPTEMBRE 1952
LE NUMERO : 20 francs

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE

« INTERNATIONALE ANARCHISTE »

Ou Néguib va-t-il mener l'Egypte ?

DANS les récents numéros du *Libertaire,* où la question égyptienne fut commentée, et plus particulièrement après l'incendie de l'usine de textile des faubourgs d'Alexandrie, nous avions conclu en laissant sous-entendre que d'autres événements se produiraient dans ce pays, mais que le prolétariat engagé désormais dans la lutte de classe poursuivrait son combat. Il semble que cette prudence se justifie.

Le général Neguib, qui décidément étonne les observateurs du monde entier par sa tactique imprévisible d'élimination un par un de ses adversaires, se rend pour le moment le maître du pays. Il faut lui reconnaître son habileté, son adresse, avec lesquelles il mène sa politique et qui devait dérouter facilement ses adversaires.

Après avoir chassé Farouk, aboli le régime honni par l'ensemble du peuple, il vient de museler les grands propriétaires en liquidant le gouvernement de Ali Maher. Dans le même coup de force, faisant arrêter 51 politiciens il a porté coup double en décapitant le Wafd, seul parti qui pouvait présenter le danger de mobiliser la bourgeoisie. La classe ouvrière était une seconde fois avertie par l'exécution des deux ouvriers responsables de l'émeute de Kafr-el-Dawar. Néguib tient à poursuivre sa politique sans bâtons dans ses roues, persuadé comme tout dictateur, que sa ligne est juste.

Il appliquera la réforme agraire et il ne fait aucun doute que des améliorations sociales seront amorcées. Et par les élections qu'il annonce toujours pour le mois de février prochain, il tient surtout plus, à faire entériner son nouveau régime par le peuple qu'à instaurer la démocratie en Egypte. Et le faire entériner par ce fait aux yeux de la diplomatie internationale, pour une future collaboration, comprenant qu'une indépendance économique totale est impossible pour son pays.

Tous les atouts sont recherchés dans le jeu de sa politique, qu'il semble avoir très bien pensé. La ligue arabe qui jusqu'à présent, avait jouée un rôle plutôt spectaculaire et de croque-mitaine, va entrer en action. Le maître de l'Egypte en démissionnant Abdel Racham Azzam, secrétaire général de la ligue, s'est assuré ainsi cette organisation qui représente un ensemble géographique important dans cette partie du monde. La reconnaissance de l'indépendance politique, militaire, du moyen-orient, et sa place peut-être dans le camp occidental, paraît la perspective de Néguib. Londres et Washington pourraient voir cette chose d'un bon œil.

Cette politique qu'il faut reconnaître positive et d'une très grande importance pour l'avenir des peuples arabes, enfin libérés de l'impérialisme, ennemi numéro un, rendra également difficile une nazification intégrale du pays, système qui suppose une sorte d'autarcie du pays sous un tel régime. Et cela, plus que la réforme agraire et les améliorations sociales, permettra au prolétariat de conserver une certaine autonomie à l'égard du pouvoir. Car la grande peur de Néguib, ses discours démagogiques et le sens qu'il veut donner à son régime la trahissent, c'est la peur des fellahs et du prolétariat industriel naissant. Il lui sera difficile, même en interdisant la constitution de partis politiques nouveaux, d'éviter les groupemens prolétariens.

R. L.

Mohamed Hassan el Bakkari, un des deux ouvriers arrêtés lors de la grève de l'usine de textile de Kafr el Dawar, faubourg d'Alexandrie, et condamnés à mort, écoute la sentence de mort qui a été rendue en public sur le terrain de football du faubourg.

A QUI LE PÉTROLE D'IRAN ?

L'IRAN ne semble plus aujourd'hui reposer seulement sur une nappe de pétrole, mais aussi et surtout sur un gigantesque baril de poudre. Là, sur ce point du globe, viennent dangereusement se heurter toutes les convoitises des monstres de notre époque. Dans un enchevêtrement national et international d'intérêts politiques, économiques et stratégiques, l'Iran est le point de mire des spéculateurs capitalistes de grandes tailles, des gouvernements impérialistes fauteurs de guerre et des dictateurs en puissance.

Après avoir tenté de se libérer de l'emprise économique anglaise le gouvernement iranien se voit contraint, malgré les ruses de son premier ministre, pour des raisons financières et sociales impérieuses de négocier avec les puissances d'argent.

S'il est vrai que la nationalisation des pétroles en évinçant les anciens concessionnaires anglais a rendu les gouvernants iraniens propriétaires des puits de pétrole, il n'en est pas moins vrai que pour en bénéficier ils restent tributaires des techniciens et des clients occidentaux, autrement dit des puissances occidentales.

En outre, il est visible que le gouvernement américain tient absolument à contrôler d'une manière ou d'une autre l'écoulement du pétrole iranien. Cela est inclus en bonne place dans son plan stratégique.

Les différents hommes d'affaires « privés » américains, spécialistes des questions pétrolières, tels que le mystérieux Mr Jones, venus faire des propositions de marchés privés, appartiennent autant que l'officiel Acheson à l'appareil diplomatique de la Maison Blanche.

Mossadegh sait pertinemment bien qu'il sera fatalement amené à composer avec les « occidentaux » car il n'ignore pas les moyens de pression dont ceux-ci n'hésiteraient pas à faire usage si le contrôle des importants puits de pétrole persans risquaient de leur échapper. Mossadegh a très bien montré qu'il n'était pas insensible aux offres pécuniaires que lui a fait le gouvernement américain, s'il tarde à traiter c'est qu'il estime avec juste raison qu'il peut espérer davantage de la « générosité américaine ».

Ce serait donc être aveugle de ne pas reconnaître en Iran un des plus importants foyers de conflagration possible qui soit actuellement. La seule chance de paix que nous ayons dans ce secteur en ce moment réside seulement en ce que les maîtres de l'U.R.S.S. se sentent trop en état d'infériorité matérielle pour entrer en compétition ouverte, car l'Iran les intéresse au même titre et pour les mêmes raisons que les U.S.A.

Néanmoins, avant de se lier à nouveau, Mossadegh a voulu consulter le « légendaire sorcier » économiste Schacht pour savoir s'il ne possédait pas une formule appropriée à la situation économique de l'Iran. Le départ de ce dernier et la discrétion qui succéda à son entretien avec le premier ministre iranien en dit long sur les issues financières entrevues. Les négociations avec les uns et les autres se poursuivent, mais soyons convaincus que les gouvernants privilégiés de la Perse composeront avec les puissances d'argent.

Louis BLANCHARD.

UN AVEU DE TAILLE

1.800 milliards pour la guerre

Nos dépenses militaires sont devenues aujourd'hui colossales près de la moitié des dépenses publiques; elles s'élèvent officiellement à 1.400 milliards par an, mais les chiffres réels sont proches de 1.800 milliards... Réfléchissons à ce que représentent 1.800 milliards consacrés à des dépenses par nature même improductives. A aucun moment de notre histoire, sauf pendant quelques années de guerre, nous n'avons consacré aux dépenses militaires un pourcentage aussi élevé, ni en 1913, alors que nous étions riches et prospères, ni en 1938, alors que nous n'avions plus de reconstruction à faire.

(Mendès-France, revue « Jeune Patron », de juillet-août 1952.)

DESORDRE ETATIQUE

IL arrive que l'Etat, interrompant un instant son ardeur oppressive, regarde en arrière, pour juger de l'effet de son action ou de son inaction. Il arrive qu'il se livre à une autocritique (oh ! pas bien sévère !)

C'est ce qui vient de se produire au Conseil économique. La décision d'effectuer une enquête sur les gaspillages avait été prise le 11 décembre 1951. C'est seulement ces jours-ci que le rapport est paru au *Journal officiel.*

Il faudrait que nos camarades puissent lire ce document car il constitue une preuve irréfutable de l'incapacité de l'Etat à gérer le pays.

Ces messieurs du Conseil Economique ont dû se rendre à l'évidence que l'absence d'une normalisation poussée, ajouté à l'appétit sans cesse croissant des chefs d'entreprise, engendrait une pagaïe dont rien ne laisse prévoir qu'elle soit en mesure de cesser, dans le bâtiment, par exemple.

Depuis 20 ans, l'Etat « essaie » d'obtenir une normalisation dimensionnelle des tuiles... Vingt ans pour ne pas y arriver !

On apprend ainsi que rien que pour l'Ile-de-France, il existe 26 modèles différents de tuiles. La conséquence : lorsqu'un certain nombre de tuiles d'un toit est à remplacer, si on ne trouve pas la tuile du modèle ancien, c'est toute une partie du toit qu'il faudra refaire. Et les immeubles que l'on construit actuellement ne sont pas pourvus de tuiles standard. Ce qui laisse prévoir que dans 50 ans, on sera encore contraint de fabriquer 26 (ou plus) modèles différents de tuiles.

Dans un même immeuble d'une grande ville, on a pu dénombrer 15 modèles différents de céramique sanitaire !

On apprend aussi, que dans le domaine de la verrerie, le litre de parfumerie ne contient que 80 centilitres mais a une forme « trompe-l'œil ».

Trompe-l'œil et vole client ! ;

Il serait trop long d'énumérer tous les petits scandales de production, tout ce manque d'organisation propre à l'Etat. Toutes choses qui, si elles n'amoindrissent pas pour autant les bénéfices des patrons et les rentrées des percepteurs de l'Etat, diminuent sensiblement le nombre et la qualité des produits d'utilisation et de consommation, haussant, par voie de conséquence, le prix de ces derniers... appauvrissant un peu plus le travailleur. Un autre exemple typique de la gabégie étatique, est le gaspillage engendré par les démarches administratives de tous ordres. On croit être prisonnier de la toile d'araignée de Kafka, lorsqu'on sait qu'en France, « pays du libéralisme », une *commune* ou un syndicat de commune qui veut, par exemple, réaliser un projet d'électrification rurale se trouve astreint à effectuer « *plus de* 200 *formalités avant de planter un seul poteau électrique,* 50 *autres pour le planter et plus de* 150 *pour le payer, dans les cas les plus simples* ». Le *Journal officiel* nous apprend même que « *avec les dépassements actuels de dépense, par suite de l'inflation des prix, on arrive parfois à plus de* 1.500 *formalités* ».

Nous n'ajouterons pas à ces 1.500, celle d'un commentaire. Il est superflu. Gageons seulement qu'il ne faut pas autant de démarches, pour construire une mitraillette ou un char d'assaut. Et ce n'est pas si sûr. Car l'impuissance de l'Etat à gérer les affaires du peuple s'étend aussi à la gestion de ses affaires propres, à savoir les grandes administrations, l'armée...

Le Conseil économique semble ainsi s'étonner que les draps de couchage utilisés par les grandes administrations et l'armée soit de 5 largeurs différentes (selon qu'on est gardien de prison, 1er jus jamais cassé ou sapeur-pompier) et que, par exemple, « *l'Intendance exige un ourlet de* 1 *cm. à la tête et aux pieds tandis que les sapeurs-pompiers veulent un ourlet de* 4 *cm. à la tête et* 1 *cm.* 5 *aux pieds.* » !

Ces quelques informations étonneront peut-être ceux qui croient qu' « après tout ça ne va pas si mal », ceux qui croient que le « Parisien Libéré » est un journal apolitique et « Franc-Titi » un journal ouvrier.

Pour notre part, tout ceci, n'est pas pour nous étonner et les petits rigolos du Conseil économique peuvent toujours se poser des questions, des problèmes qu'ils ne pourront pas résoudre.

Car ces problèmes concernent l'intérêt général, et ce dernier est étranger à l'Etat et au capital.

La solution est entre les mains du peuple, au moyen du Communisme non bureaucratique, que tôt ou tard il lui faudra instituer. Et ce jour-là, 1.500 formalités ne lui seront pas nécessaires pour pendre les responsables de sa misère.

Schumack.

Après le C. C. de Montreuil

L'« UNITE » de M. Lecœur

LECŒUR a fait au Comité Central de Montreuil une intervention qui sera longuement commentée à coup sûr dans les cellules du P.C. Si chacun a eu droit à une volée de bois vert, il a bien voulu lui-même faire autocritique et reconnaître certaines des fautes du Comité Central. Mais notons tout de suite que, malgré les questions qu'il développe (unité ouvrière, campagne pour la paix, attitude envers la social-démocratie, etc...), son intervention est surtout à « usage interne ».

C'est une recherche logique et relativement lucide des moyens de remédier à ce fait : l'isolement qui s'est marqué de plus en plus autour du P.C.

S'il est normal d'imputer aux sociaux-démocrates une part de responsabilité dans cet isolement (division de la classe ouvrière), Lecœur commet une erreur en voyant là *toute* la responsabilité.

Et il manque alors de lucidité ou bien il commet une tromperie.

Il constate que le P.C. a commis des erreurs de tactique : « la manifestation du 4 juin a échoué, dit-il en bref, tirons-en enseignement dans l'avenir ».

Constatons que nous avions prévu qu'elle échouerait et cela parce que nous avions compris que c'est de *stratégie* qu'il s'agit, c'est-à-dire de la ligne idéologique du P.C. et non de son attitude en telle ou telle circonstance.

En outre, selon Lecœur, il faut « démontrer aux travailleurs socialistes » que leurs dirigeants les ont trahis. Soit.

Mais la démonstration supposée faite, c'est grande présomption de la part de M. Lecœur que de croire que les « travailleurs socialistes » deviendront staliniens. Même après l'exclusion spectaculaire des gauchistes Marty et Tillon. Car c'est bien de cela qu'il s'agit et quand Lecœur parle d'unité ouvrière, c'est de *la sienne* qu'il parle. Prenons en pour preuve seulement que, malgré les erreurs passées (et à venir...) et après cette autocritique, il prétend encore au « rôle dirigeant ». Et puis, rappelons-lui, à toutes fins, que la classe ouvrière, ce n'est pas seulement le P.C. et la S.F.I.O.

Aussi longtemps que le P.C. prétendra à son exclusive et se considérera comme le « peuple élu » (et les *chefs* staliniens peuvent-ils faire autrement ?) il pourra rectifier ses erreurs et éviter de trop retentissants fiascos du genre de celui qu'il nous a offert ; il pourra éventuellement obtenir des succès électoraux en ralliant certains éléments de la petite bourgeoisie, mais il lui sera refusé de réaliser l'unité ouvrière à son profit.

P. R.

AU PAYS DES DROITS DE L'HOMME...

La dignité des Nord-Africains est bafouée

TOUTE la presse a donné connaissance de l'horrible forfait du cinéma d'Hayange où la petite Annie fut étranglée et violentée.

Cette affreuse tragédie pose une nouvelle fois un problème social, dont la société actuelle se refuse, parce qu'incapable, à le résoudre. Cette dernière ne prévient ni le mal, ni le crime ; elle laisse l'un s'étendre, l'autre s'accomplir, pour les condamner simultanément ensuite, afin de se justifier et de justifier sa police exorbitante.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur ce thème, tel n'est pas le but de cet article.

Ce que nous tenons particulièrement à stigmatiser c'est l'attitude ignoble de la presse en sa presque totalité, dans la recherche du coupable. N'est-elle pas devenue une agence officielle de la P.J.? Le rôle abject qu'elle a joué lors de l'assassinat de la famille Drummond à Lurs contre le fermier Dominici est significatif.

Dans le crime d'Hayange, on peut dire qu'elle s'est surpassée, elle a atteint les profondeurs du vil, du méprisable.

Coûte que coûte, il fallait aux journalistes-poulets un suspect. C'était facile. Une vingtaine de mille de Nord-Africains travaillent dans cette région. Ahmed ben Mohamed fut le douteux et dès cet instant, la meute des flics-journalistes s'acharna sur lui avec la complicité de quelques témoins sans honneur, qui avaient reconnu « formellement » le Nord-Africain dans les parages et à l'intérieur du cinéma. Vous en connaissez la suite, Ahmed n'est pas entré dans ce cinéma ce jour-là !

Nous avons glané dans la presse et extrait ces deux coupures :

de **Franc-Tireur :**

L'ASSASSIN PRESUME DE LA PETITE ANNIE S'ACCROCHE DESESPEREMENT A SES MENSONGES

. . . . . .

Après l'interrogatoire d'identité, Mohamed comprit très bien où voulait en venir la police. A chaque question, le prévenu répondait après avoir longuement réfléchi, comme pour déjouer les pièges de l'audition. On sent même qu'il demande à sa mémoire un prodigieux effort pour éviter des contradictions qui le perdraient infailliblement.

Lorsque les enquêteurs lui demandent s'il est allé dimanche au cinéma « Dux », il prend la mouche :

— Jamais je ne suis allé dans ce cinéma !

. . . . . .

du **Parisien Libéré :**

AU CAFE DE LA BASCULE

Cependant, à Hayange, dans les locaux de la police judiciaire, un homme se défend âprement contre les présomptions, plus grandes d'heure en heure, qui tombent sur lui.

Cet homme, c'est Ahmed ben Mohamed.

. . . . . .

Certes, il peut être innocent.

. . . . . .

Pourtant...

Le soir du crime, alors que certaines particularités du martyre de la petite Annie révélaient aux enquêteurs qu'il avait dû être l'œuvre d'un Nord-Africain, les habitués du café de la Bascule, à Hayange, remarquaient, vers 20 heures, un homme crispant les mains, roulant les yeux...

Cette prose insinuante en dit long.

Mais ce qu'il appartient surtout et avant tout à notre journal, c'est de dénoncer cette étrange collusion, cette entente tacite entre la grande presse et le gouvernement.

N'avez-vous remarqué depuis quelque temps cette obstination de la grande presse à salir tout ce qui est nord-africain ?

Le moindre fait divers est exploité à grands renforts de titres dans les journaux afin de démontrer à l'opinion publique que le Tunisien, l'Algérien, le Marocain sont des hommes mauvais, criminels, arriérés. Tout est bon au gouvernement français pour justifier sa criminelle politique en Afrique du Nord. L'honnêteté et la franchise ne se lisent pas sur le facies de R. Schuman.

Que le Nord-Africain ne soit pas meilleur que nous c'est encore contestable. A égalité de population, le nombre de criminels est sûrement supérieur de 100 fois dans ce « beau pays de France ». Nous avons une quantité incroyable d'assassins, très haut placés et décorés, certes, tuant le plus souvent par procuration, il faut bien l'avouer.

Le Nord-Africain est devenu le loup-garou du peuple le plus « spirituel » de la terre.

Nous, nous aimons mieux le prolétaire nord-africain et si nous tenons à défendre sa dignité, contre tous ceux qui l'avilissent, c'est que nous le considérons semblable à nous-mêmes

La dignité humaine est menacée dès lors que toute atteinte est portée sans justification, contre l'homme, quelle que soit la couleur de sa peau. Nous devons tout faire pour combattre cette infamante propagande reléguant les Nord-Africains dans un univers pestiféré ainsi que le fit Hitler pour les Juifs.

Il faut que cesse, même dans les rangs ouvriers, ces termes insultants de « Bico », de « Sidi », pour nos frères d'Afrique du Nord. Xénophobie qui sert les tueurs français de Sétif et de Tazerka.

Robert JOULIN.

A TOUS LES AMIS DU LIBERTAIRE

?

Retenez dès à présent votre après-midi du II Novembre

A NIMES

Manifestation antifranquiste au cours d'un récital de danse

Cette troupe phalangiste dont nous ne mettons pas en doute la valeur artistique nous est envoyée par Franco pour servir sa propagande qui tend à nous faire croire que l'Espagne vit sans souci et dans la joie.

Nous, les antifascistes français, nous rendons hommage au long martyre de nos camarades qui se sacrifient journellement dans la lutte contre ce sinistre fantoche qui les a privés du plus précieux des biens : la Liberté !

A bas Franco !

Vive l'Espagne libre !

Tract diffusé par le groupe anarchiste de Nimes au cours de la manifestation.

LECTEURS, Attention !

Le prochain numéro du « Libertaire » paraîtra le jeudi 2 octobre et reprendra à partir de cette date sa parution normale, c'est-à-dire hebdomadaire.

La rentrée scolaire

PRES de sept millions d'enfants vont rentrer en classe le 1er octobre.

Cette rentrée, dit-on dans maints centres scolaires de grandes villes, ne sera assurée que par des solutions de fortune.

Le ministre de l'Education nationale, André Marie, a prévu un plan pour... 1956. En 1956, on verra ce qu'on verra. 270 milliards devront être consacrés à la construction des bâtiments scolaires. Mais 1956 c'est loin. D'ailleurs les 270 milliards prévus auront, dans quatre ans, perdu de leur valeur actuelle si on en juge d'après le rythme de la hausse des prix des matériaux et la construction sera bien ébréchée.

Mais nous sommes en 1952.

Dans beaucoup d'écoles les élèves suivront les cours dans des sortes de taudis tristes.

De plus, malgré une baisse officielle de 6 p. cent inscrite au catalogue des éditeurs, les livres scolaires seront plus chers que l'an dernier. Les tabliers, les serviettes de cuir ou de carton, les ardoises, les cahiers, les crayons, etc., seront également plus chers.

Envoyer les enfants à l'école devient de plus en plus un luxe pour beaucoup de familles laborieuses. Aussi les études se terminent-elles tôt chez les travailleurs et on ne compte guère que 1 p. cent de fils d'ouvriers dans les universités.

Grise rentrée donc.

En plus des fournitures scolaires, les budgets ouvriers devront tenir compte des impôts à payer ainsi que du loyer. Il ne ne faudra pas surtout oublier le prix du charbon de cet hiver.

Oui, grise rentrée !

Aussi comprendra-t-on qu'il y ait de l'orage dans l'air en ce qui concerne les salaires. Trop de raisons poussent ceux qui travaillent à mettre les pieds dans le plat patronal et gouvernemental pour qu'il n'y ait pas quelque inquiétude du côté des exploiteurs. Faisons en sorte que cette inquiétude-là ne soit pas sans motif.

Puisqu'il est question de cahiers, la rentrée scolaire pourra très bien coïncider avec les cahiers de revendications.

BATAILLE DE L'ENSEIGNEMENT

Réflexions sur l'enseignement de l'histoire (II)

Les difficultés de l'Enseignement de l'Histoire

Chacun observe les événements avec son caractère et ses préjugés.

Chacun note ce qui lui paraît important. Comment s'y retrouver ?

Et puis les instituteurs ont subi, eux aussi, une éducation, ils ont appris une histoire qu'ils ont cru vraie et qu'ils ont bien du mal à oublier, ils ont étudié des faits qui avaient été choisis et orientés. Ils n'ont pas toujours le courage ni les moyens de faire des recherches et de confronter les documents historiques, « ils préfèrent, m'écrit un correspondant du métier, réciter des manuels catéchisés plutôt que de réviser leurs propres erreurs ».

Que faire ?

Il semble, après avoir passé en revue toutes ces embûches, qu'il est presque impossible de trouver une solution satisfaisante.

Un correspondant m'écrit : « Le problème de l'histoire touche de très près celui de la culture du « pédagogue », il ne devrait être conçu que dans le sens : observation — jugement — confrontation s'il y a lieu avec l'actualité et critiques personnelles de l'élève pour terminer par une discussion genre cercle d'études ».

Il est toujours possible de retrouver des traces des événements passés. Les photographies, les documents, les tableaux des peintres, les statues seront le point de départ de la leçon d'histoire. Un dolmen, un vieux château, un outil ancien peuvent être observés par les élèves et susciter des commentaires intéressants, l'histoire peut être ainsi retrouvée. Le travail des enfants de « la maison de Sèvres » (1) est très intéressant à ce propos.

Les filles et les garçons de cette école ont étudié la cathédrale de Paris sur place d'abord et ensuite avec tous les documents qu'ils ont pu trouver, y compris l'œuvre de Victor Hugo. Cette étude collective a largement dépassé le cadre traditionnel de l'histoire et a donné à ceux qui l'ont faite une idée très vivante de la vie des hommes et de la civilisation au moyen âge. On a étudié les outils des tailleurs de pierre, les méthodes des architectes, les vêtements de l'époque (marionnettes). Une grande maquette de la cathédrale a pris forme à mesure que l'étude avançait, des discussions ont aidé à la mise au point de nombreuses monographies.

Dans quelques lycées et écoles primaires, on enseigne l'histoire à partir des archives des familles ou des communes. Le procédé, là encore, consiste à partir de l'observation et de la recherche personnelle pour amorcer une discussion et essayer de trouver la vérité historique. Mais il faut bien toujours insister pour faire comprendre aux jeunes élèves que cette vérité historique est difficile, parfois impossible à déterminer et qu'il ne faut jamais se fier à un seul document.

Il faudrait aussi arriver à faire une « histoire de l'humanité » au lieu de la mesquine histoire de France qui, étant nationale, justifie toutes les guerres menées contre les autres pays et place le guerrier au premier plan des figures étudiées. Dans cette « histoire de l'humanité », il serait bien de laisser de côté l'histoire politique pour insister sur les manières de vivre que l'enfant peut comparer à ses propres manières. S'il fallait dégager une « philosophie » ce serait avant tout celle d'une continuelle ascension des hommes vers le bien-être et la liberté par l'entraide et non par la tuerie (chaque guerre retardant l'avènement du monde idéal).

Actuellement, l'histoire ne fait qu'étayer le chauvinisme des enfants. Il faut changer les méthodes et le contenu de cet enseignement. Il ne faut plus enfermer l'histoire entre les frontières tracées dans le sang, puisque aujourd'hui plus que jamais le sort des hommes de tous les pays est étroitement lié. Il faut parler surtout de ceux qui employèrent leur vie à travailler pour apporter plus de bien-être et de liberté aux hommes et déboulonner de leurs socles de « gloire » les héros guerriers d'ici et d'ailleurs en montrant l'absurdité des guerres que se livrèrent les peuples. Ainsi, les enfants n'auront pas perdu leur temps en apprenant l'histoire.

Michel MALLA.

— CORRESPONDANCE : *Commission des éducateurs libertaires, 145, quai de Valmy, Paris-10e.*

Les suggestions reçues au sujet de l'enseignement de l'histoire seront publiées très prochainement.

(1) 14, rue Croix-Bosset, Sèvres (S.-et-O.). En fin d'année les élèves ont présenté leur travail. « Le Libertaire » était présent à cette agréable réunion.

LE FILM DE LA SEMAINE

3 SEPTEMBRE

« Il faut en finir, dans le sport, avec l'individualisme bourgeois. Les athlètes tchèques des Jeux Olympiques ont manqué à leur tâche essentielle qui est de contribuer à la défense et à la force armée du pays, a constaté le général Cepicka, ministre de la Défense tchécoslovaque. (U.P.).

Zatopek, champion de course à pied, devrait-il être également champion de course aux armements ?

*

Le Congrès des Trade-Unions britanniques, réuni à Margate, s'est prononcé en faveur du « réarmement maximum, compte tenu des ressources disponibles ».

Or, chacun sait que pour le réarmement, les ressources disponibles » sont illimitées. Si besoin est, on fermera les écoles et les hôpitaux. Mais on aura des canons.

Et, à propos d'écoles et d'armée, un officier du service de l'éducation de l'armée britannique a déclaré dernièrement que 80 % des soldats britanniques sont arriérés, du point de vue éducatif, et que 18 % ne savent pas lire. (Reuter.)

C'est beau, la civilisation.

*

Selon les Américains, l'intérêt de la Corée du Sud est de voir créer un système de défense solide en Europe. (« Le Monde »).

C'est curieux comme la compréhension du lampiste coréen est réfractaire aux vérités les plus élémentaires ! Il s'obstine à voir foutre le camp au plus tôt les bouchers en gros qui ont pris son pays pour champ de manœuvres.

5 SEPTEMBRE

Manchette du « Monde » : M. Dean Acheson exprime aux pays islamiques l'« amitié agissante » des Etats-Unis ». Agissante, ô combien ! On pense à la Corée du Sud, et on reste rêveur.

*

» Le Monde », encore une fois : « Santiago de Chili, 4 septembre. — La campagne présidentielle est terminée; l'armée, la marine et l'aviation sont en état d'alerte. Tous les permis de port d'armes ont été annulés... »

Admirable concision ! Sous un dehors sévère, « Le Monde » dissimule un remarquable sens de l'humour.

6 SEPTEMBRE

« La Pravda » publie des critiques faites par des militants sur le projet de réforme du parti. Un certain Smirnov, de Léningrad, propose un amendement, selon lequel « tout communiste serait obligé de critiquer toutes les insuffisances dont il serait le témoin ».

Oui, vous avez bien lu : « obligé ». Mouchardage et délation obligatoires.

*

Selon le « Rude Pravo », les livraisons de l'industrie tchèque à la Russie sont sabotées. Notamment, les livraisons effectuées par les aciéries Klement-Gottwald. Déjà, le 21 août, un autre journal tchèque, la « Nova Svoboda », dénonçait l'absentéisme dans les fonderies K.-Gottwald, qui varie entre 17 et 50 %, d'où 60.000 heures de travail perdues pendant l'année 1951.

Des pailles dans l'acier et de l'eau dans le gaz...

7 SEPTEMBRE

Les ouvriers des filatures de la ville Eva-Peron (ex-La Plata), en Argentine, font la grève sur le tas pour protester contre des mesures de licenciement prises arbitrairement par la direction des usines. (U.P.).

Au même moment, un commentateur officiel argentin a déclaré, au sujet de la victoire du général Ibanez aux élections chiliennes : « La bataille électorale d'Ibanez a été victorieuse, parce qu'elle s'inscrivait dans la lutte de la nation contre l'impérialisme ». (A.F.P., U.P.).

Pour comprendre cette apparente incompatibilité entre les actes et les paroles, il faut savoir que par « impérialisme » le gouvernement argentin entend uniquement « impérialisme nord-américain ».

On sait que Perón voudrait étendre son influence politique et économique sur toute l'Amérique du Sud, actuellement placée sous celle des U.S.A. La sanglante affaire de « La Prensa », il y a un an, fut un des grands épisodes de cette lutte.

Or, Ibanez a fait connaître son intention de dénoncer le pacte militaire qui lie le Chili aux Etats-Unis. Cela explique l'enthousiasme argentin pour la défaite « impérialiste » qu'est l'élection du général-dictateur, de tendance « peroniste ».

14 SEPTEMBRE

On ne peut être que reconnaissant à M. André Liautey, du groupe indépendant paysan, de nous expliquer la principale raison des mesures prises par Pinay à l'égard des prix. Il fallait, en effet, « empêcher que l'indice prévu par la loi sur l'échelle mobile ne se rapproche du point fatidique — 149,1 — où se déclencherait la hausse du salaire minimum garanti ».

Si l'on comprend bien, toute l'astuce consiste à laisser les prix grimper jusqu'à l'indice 149, et puis les bloquer. Ce qui bloque automatiquement les salaires, avec le retard qu'ils ont sur les prix.

« La virtuosité de ses statisticiens n'épargnera pas à M. Pinay le recours aux mesures de contraintes », ajoute M. Liautey.

Malheureusement, il semble bien que les techniciens des services de la Présidence du Conseil soient à la hauteur de leur tâche, témoin le désaccord survenu il y a une quinzaine de jours entre la Présidence et l'Institut National de la Statistique, au sujet de l'indice du prix du lait pour le mois d'août. On sait que pour satisfaire aux exigences des trusts laitiers, Pinay avait décidé une diminution de la teneur en matière grasse du lait, c'est-à-dire une diminution de son pouvoir calorique. En conséquence, l'I.N.S. avait, ce qui est normal, effectué la « pondération » correspondante, et l'indice s'établissait ainsi à 144,8 contre 142,8 en juillet, alors que l'indice proposé par les services de Pinay, qui n'avaient pas effectué la pondération, s'élevait à 143,8 seulement. (Informations « Le Monde »).

F. H.

BALLADE EN OCCIDENTALIE

I. — Du Grand-Duché à la « petite » Allemagne

L'AUTO-STOP a ses fervents adeptes et ses farouches détracteurs. Bien qu'il ne nous appartienne pas d'ouvrir ici un débat sur la question, rappelons toutefois que si ce moyen de transport tend à se généraliser, c'est que les voyages coûtent cher, les voyages « qui forment la jeunesse », laquelle, souvent démunie, veut tout de même voir d'autres horizons et ce, à tout prix et par n'importe quel moyen.

Tel était, comme pour beaucoup d'autres, notre cas. C'est pourquoi un matin d'été nous primes, un camarade et moi, nos sacs, chaussâmes les godillots en prenant bien soin que des parcelles de patrie ne restent pas collées après les semelles, et en avant... jusqu'à la porte de Pantin. De là, nous sommes partis pour une ballade qui nous a menés du Luxembourg en Italie en passant par la Belgique, l'Allemagne et l'Autriche.

Précisons immédiatement que cette suite d'articles n'a d'autre prétention que d'informer les camarades sur ce qui se passe dans une partie de cette Europe, dite occidentale, ceci par une série de petites observations faites çà et là, et ne peut en aucun cas être considérée comme une analyse sociale poussée (les éléments précis faisant défaut du fait de notre non-connaissance des langues ainsi que du temps de séjour forcément limité !). Par conséquent, petit reportage en forme de carnet de route qui traversera très rapidement la Belgique, le Luxembourg et l'Autriche pour particulièrement s'attarder sur l'Italie et l'Allemagne où nous avons eu l'occasion de séjourner dans deux villes de ces derniers pays, Venise et Dusseldorf.

Pour l'instant, empruntons la nationale 3 avec, comme premier objectif, le Nord-Est. Nous traversons Reims, Montmédy et arrivons à Longw. L'endroit n'est pas des plus réjouissants, énormes usines métallurgiques, wagonnets, hauts fourneaux servent de décor immuable à la vie de l'ouvrier et si « à Paris les cheminées ne fument que du gris » comme le dit Prévert, ici c'est du noir.

Pour compléter le tableau, les destructions de la « dernière » alternent harmonieusement avec les monuments aux morts et les fortifs (de Vauban !), celles-ci encerclant la ville presque complètement.

Ecrasé par le ciel, comprimé par les murs, le travailleur peut toutefois, soyons justes, profiter du dérivatif que lui procure l'alcool, les estaminets, troquets de toute nature étant abondamment répartis dans la cité, avec une légère tendance à se concentrer vers les usines, simple coïncidence, bien sûr, qui ne se renouvelle pas à Paris par exemple, la « concentration » y étant là généralisée.

Mais voici un dimanche ensoleillé, le métallo a mis un bleu propre et monte sur une colline des environs.

Au loin, de la verdure, le pays doit être plus beau, la vie moins dégueulasse, crois-tu, mon camarade ? Là-bas, c'est le Luxembourg, notre direction.

Une fois la frontière franchie, il est évident que l'on se sent mieux. Pas à dire, y'a du changement. Devant nous, des usines, sur les collines, des « crassiers » comme en France où coule le métal en fusion le long des pentes. Au-dessus de nos têtes une sorte de petit téléférique traverse la route de ses godets remplis de charbon ou de minerai, je ne sais. Le changement essentiel réside dans le fait que tout ce matériel est maintenant luxembourgeois, ce qui est tout de même une consolation.

La plus élémentaire bonne foi m'oblige à dire qu'ensuite les usines disparaissent et cèdent la place à la campagne jusqu'à Luxembourg, la capitale, vieille ville d'aspect sévère et un tantinet guindé, il est vrai qu'avec une grande-Duchesse dans le coin...

Mais nous voici justement près d'un antique fortin faisant office de caserne, assistons aux manœuvres de l'armée luxembourgeoise. Vous souriez ? C'est tout ce qu'il y a de sérieux, relève de la garde, dignité dans l'exercice, coquets uniformes anglais, les Russes n'ont qu'à bien se tenir ! Quant à nous, après un dernier coup d'œil sur le palais grand-ducal, nous fonçons vers la Belgique que nous traversons très rapidement, comme le pays précédent, en remarquant cependant qu'il y a également ici beaucoup de soldats et de camions militaires. Principalement à Bastogne où le parachute est devenu le fétiche de la ville, que dis-je, l'insigne officiel. Sur la place, une grande kermesse, des manèges, des jupes en l'air. A côté des maisons fracassées, là, un écriteau genre Michelin : « Visite de la cave où le général U. S. Mac Aulife avait installé son P. C. », ceci pour les amateurs de catacombes. Nous n'y avons pas été, on s'excuse.

Nous étions pressés d'arriver à Liège, ville énorme où la lutte politique s'affiche sur tous les murs. Le parti socialiste, entre autres, joue les ténors et met des drapeaux rouges un peu partout. Des révolutionnaires, quoi ! Du reste, le camarade Spaak, nouveau président de l'Assemblée du Pool, n'a jamais agi autrement, comme d'ailleurs tous ses collègues du parti, voire pour mémoire leur conduite irréprochablement social-démocrate vis-à-vis des jeunes soldats belges mutinés, et cela en signifie des choses, une conduite social-démocrate...

La nuit, les avions à réaction batifolent gentiment au-dessus des têtes des travailleurs liégeois (pour dormir, ce bruit est si agréable). Le lendemain, adieu à la ville, on traverse d'autres contrées industrielles, puis la campagne. Enfin, un poste frontière. On quitte le kaki pour le vert-souris. Un coup de tampon sur le visa, trois pas dehors, nous sommes sur le sol allemand, le voyage en Occidentalie continue.

CHRISTIAN.

Dans le prochain numéro : Dusseldorf et l'Allemagne.

Réalités espérantistes

IL est des faits, disons... désagréables pour les obscurantismes de tout poil, pour les forces ennemies d'un véritable développement humain : la continuation et la pénétration lente mais inexorable de l'ESPERANTO dans le monde est un de ceux-ci.

Cette année, par exemple, plus de 600 camarades originaires de onze pays se sont fraternellement rencontrés au cours du 25e Congrès Satiste à Dusseldorf. Savez-vous ce que cela représente, six cents hommes, femmes et même enfants parlant une même langue, se comprenant enfin ? Tout simplement ceci : *l'espéranto est viable* (cela s'apprend en six mois, qui dit mieux !), éclatante démonstration de sa vitalité.

Donc, pendant une semaine, l'Allemand s'est entretenu avec le Français, le Suédois avec l'Américain, l'Espagnol avec le Hollandais. Beaucoup de congressistes voyaient l'Allemagne pour la première fois et purent ainsi approfondir leurs connaissances sur le pays soi-disant « ennemi héréditaire », en liant de solides amitiés avec nos camarades d'outre-Rhin.

Le congrès lui-même, très suivi, donna lieu à de larges échanges de vues sur différents problèmes sociaux, politiques, culturels, par exemple : « Comment résister à la guerre ? », débat mené par un jeune, Vito, et auxquels participent de nombreux camarades. N'oublions pas le magnifique exposé de Bartelmes sur « Henri Heine, poète libertaire » (Heine étant natif de Dusseldorf) ainsi que « l'évolution du capitalisme », par Laurat et « les différences dans la mentalité du mouvement ouvrier aux U.S.A. et en France », par le camarade Mark Starr, de New-York.

Signalons qu'à propos de ces deux derniers thèmes, de vives polémiques furent engagées, leurs rapporteurs (desdits thèmes) ayant dans une large mesure tendance à excuser et à légitimer l'hégémonie du capitalisme américain, et ceci au moyen de divers artifices comme l'éloge de l'U.N.E.S.C.O. (!) ou du standard « élevé » du niveau de vie ouvrier américain.

Ces arguments furent d'ailleurs proprement balayés par l'énergique réaction de nombreux participants parmi lesquels notre camarade Marso se distingua tout particulièrement au cours d'une vigoureuse allocution en rappelant avec force la sauvagerie des exécutions de Sacco-Vanzetti et celles des noirs par le Klu-Klux-Klan.

Pour terminer, rappelons la réunion de la fraction anarchiste de S.A.T. au cours de laquelle fut discuté le travail de rédaction de « Senstatano », l'organe de la fraction anarchiste. Une autre réunion (au cours d'une excursion sur le Rhin) devait permettre aux camarades de quatre nations (France, Allemagne, Hollande, Suède) d'exposer la situation du mouvement libertaire dans leurs pays respectifs. Les jeunes, d'ailleurs très nombreux, se retrouvèrent après le congrès dans un camping d'une semaine à l'A.J. de Ratingen, près Dusseldorf.

En bref, le 25e Congrès de S.A.T. nous apporte la preuve que l'espéranto est, plus que jamais, cet *outil* qui doit nous permettre (d'autres crevant le mur du son) de crever, une fois pour toutes, ce sacré mur des langues.

C. L.

FEDERATION ANARCHISTE

VIE DES GROUPES

1re REGION

LILLE. — Pour tous renseignements et service de librairie, s'adresser à Laureyns, 80, rue Francisco-Ferrer, Fives-Lille (Nord).

2e REGION

PARIS XIVe : Réunion tous les mercredis, local habituel.

PARIS-NORD (Ascaso-Durutti). Réunion du groupe spécifiquement réservée aux militants, le samedi 27 septembre, à 21 h., café « Au Vieux Normand », métro: Rome. Plan de propagande, diffusion du Lib., Règlement cotisations.

INTERGROUPE PARIS-SUD. — Réunion tous les mardis, de 20 h. 15 à 22 h., « Café l'Aquarium », 150, avenue d'Italie (XIIIe)

Pour toutes relations concernant : Villejuif, Vitry, Ivry, Alfortville : adresser correspondance à Legrand, 47, avenue Rouget-de Lisle, Vitry.

Pour Bourg-la-Reine, Cachan, Kremlin-Bicêtre : adresser correspondance : Secrétariat de la 2e Région F.A. 145, quai de Valmy, Paris (Xe).

AULNAY. — A partir de cette semaine, la permanence du groupe se tiendra tous les vendredis soir, à 21 h., Café du Petit Cyrano, place de la Gare.

CHOISY-LE-ROI. — Tous les dimanches permanence du groupe salle habituelle.

4e REGION

NANTES — Les groupes F. Pelloutier et F. Ferrer se réuniront en commun les 1er et 3e samedis de chaque mois de 17 h. à 19 h.

Permanence les autres samedis à partir de 17 h., au siège 33, rue J.-Jaurès.

7e REGION

CLERMONT-FERRAND. — Une permanence est assurée, 9, rue de l'Ange, le jeudi, de 19 h. à 20 h. 30.

Pour tous renseignements, s'adresser à Joseph Fernandez, 10, rue Jean-L'Olagne, Clermont-Ferrand.

8e REGION

LYON-VAISE. — Réunion du groupe tous les 1er et 3e samedis, à 20 h. 30, de chaque mois, « Café Adrien », place de Valmy.

GROUPE D'OULLINS. — Permanence : premier samedi de chaque mois, café habituel, Joanès, 1, rue de la République, Oullins. Présence en septembre et octobre indispensable. Correspondance : G. Jouannin, 7, rue de la République, Oullins.

Prochainement les groupes de Lyon et d'Oullins organiseront une grande fête familiale au profit du « Libertaire » et de l'Entraide.

Attractions nombreuses. Intermèdes comiques. Bal public et gratuit.

Orchestre Joujoux par notre camarade Jouannin et sa compagne accordéoniste (élève du sympathique virtuose professeur Boccoze de la Radio-Diffusion Française).

LYON-CENTRE. — Permanence tous les samedis de 17 à 19 h., « Café du Bon Accueil », 171 rue de Bonnel.

SAINT-ETIENNE. — Réunion tous les vendredis, à 18 h. 30, salle C.N.T., rue Rouget-de-l'Isle. Présence de tous les camarades libertaires indispensable. Bibliothèque.

9e Région

AGEN. — Pour tous renseignements concernant le groupe, écrire à Fédération Anarchiste C.N. 145, Quai de Valmy, Paris Xe, qui transmettra.

10e REGION

MONTPELLIER. — Conjointement avec nos camarades espagnols, nous disposons d'un local, 8, rue de Vallat. A partir du 5 novembre, une permanence sera assurée tous les samedis, de 17 à 19 h. Bienvenue aux sympathisants.

TOULOUSE. — Réunion tous les vendredis à 21 heures, Brasserie des Sports, B de Strasbourg. Tous les dimanches, vente du « Lib » à la criée, à St-Cernin, angle rue St-Bernard. Librairie face. 71, rue du Taur.

11e REGION

BEZIERS : Rendez-vous des camarades de Béziers et des environs, à la terrasse du Cristal-Bar (Allées P.-Riquet), le samedi 6 septembre, à 21 h. Le camarade Fontenis de la F.A. sera présent.

LES 200 FR. DU «LIB»...

Blanchard ..	500	Hémy	1.000
X et X	100	Grévyn	250
Ducerf et François ..	100	Delannoy ...	100
Trouvé	350	Duval	3.000
Rezoagli	200	Desheulle ..	100
Anonyme ...	190	Lefeuvre ...	200
Dolbeau	200	Cattel	500
Lecarru	200	Fadrique ...	200
Roger	200	Arlan	200
A. G.	250	Vigne	100
Vannière ...	210	Ixe	220
Marcel	500	Gray	200
Cerles	100	Duguat	350
Landry	500	Agorre	200
Lustre	100	Dubois	200
Paulette	200	Blanchard ..	500
Michèle et A.	100	Denis	200
Blanchard ..	500	Lambert	100
Michel	200	Hollandais ..	100
Un cultivateur breton	200	Un facteur .	150
Roger	1.500	X...	175
Tholois	300	X...	150
Marcel	100	Lebon	200
C.N.T.	100	Eurcet	100
Muller	150	Catalan	200
Rodriguez ..	200	Léger	500
Mouffetard .	120	Ménilmontant	100
Andant	500	Michèle	80
Le Lann ...	500	Sail	100
Hilaire	500	Gilbert	175
Erinelli	500	Badoux	200
Lasfargue ..	500	Gelin	200
Bottano	2.000	XX	200
Colas	200	Blanchard ..	500
Eychenne ...	1.000	Damade	500
Leroy	100	Théuil	500
Verdonck ...	4.000	Cussac	100
Devisne	500	Valpaille ...	330
Couget et X.	165	Bonnevie ...	200
Michel	800	Bavaillon, X.	100
Garcia	800	Galot	200
Danarie	500	Viet	320
		Sigue	200
		Valois	300

La Gérante : P. LAVIN.

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e. F. ROCHON, imprimeur.

SERVICE DE LIBRAIRIE

Commandes à R. Lustre, 145, quai de Valmy, C.C.P. 8032-34

Les prix indiqués sont compris franco

THEORIE ET DOCUMENTS

Histoire du mouvement anarchiste.	J. Maitron ...	1570
Histoire de l'Anarchie	A. Sergent	820
Les anarchistes	—	580
La révolution inconnue	Voline	520
Histoire de la Commune	Lissagaray	645
Révolution sociale ou dictature militaire	Bakounine	245
Dieu et l'Etat	—	155
Bakounine et le Panslavisme révolutionnaire	Hepner	645
La Philosophie de l'Histoire	Rappoport	245
Guerre des Etats et guerre des classes	Berth	295
L'interprétation économique de l'histoire	Seligman	245
Du capital aux réflexions sur la violence	Berth	245
La tragédie du Marxisme	Collinet	420
Histoire des bourses du travail....	Pelloutier	345
La révolution russe en Ukraine	Makhno	270
Principes fédératifs	Proudhon	230
Philosophie du progrès	—	625
150 ans de Pensée socialiste	Louis	330
La Commune de Marseille	A. Olivesi	345
La Commune de Cronstadt	I. Mett	115
Le socialisme romantique	Owen	345
Hommes et choses de la Commune	Dommanget ...	245
La révolution en Dauphiné	Mollmeret	195
Le syndicalisme français	Rennes	245
Sylvain Maréchal	Dommanget ...	645
Le marxisme après Marx	Berracha	345
Histoire du Mouvement ouvrier (2 t.)	Dolléans	970
L'Inde devant l'orage	T. Mende	495
Réorganisation de la société européenne	Saint-Simon ..	165
Le mysticisme social	— ..	165
L'indispensable révolution	G. Leval	130
L'affaire Toulaev	V. Serge	525
Destin d'une révolution	—	390
S'il est minuit dans le siècle	—	390
Mémoires d'un révolutionnaire	—	645
Portrait de Staline	—	360
Le Nouvel impérialisme russe	—	50
La Chine	J.-J. Brieux ..	615
Histoire de la révolution russe (2 tomes)	Trotsky (1er t.)	820
	— (2e t.)	1120
Staline	Trotsky	820
La révolution trahie	—	435
L'ère de l'impérialisme	Louzon	95
Qui succèdera au capitalisme	Tomori	50
Le communisme	Leval	60
Partir de l'homme	Mac Donald ..	180
Le manifeste communiste	Marx	345
Misère de la philosophie	—	345
Correspondances	Marx-Engels ..	360
Proudhon	Sainte-Beuve ..	330
La trahison permanente	Ceyrat	185
Le IIIe Reich	Deluces	875
Jacques Roux, le curé rouge	Dommanget ..	115
Histoire du Viêt-Nam	Devillers	970
Viêt-Nam. Sociologie d'une guerre.	P. Mus	945
Où va le peuple américain ?	D. Guérin	645
— 2e tome.	—	735
Juin 36	J. Danos	580
Réforme et révolution	Luxembourg ..	105
Grève générale	— ..	95
Spartacus et la Commune de Berlin (1918-1919)	Prudhommeaux	165
La Vie Héroïque de R. Luxembourg	B. Fouchère ..	50
La Révolution Russe	Luxembourg ..	50
Marxisme contre dictature	— ..	50
Vie et mort des corporations.....	Jean-Jacques ..	140
L'U.R.S.S. concentrationnaire	Vinatrel	180
L'église et la laïcité	J. Jaurès	40
La condition ouvrière	S. Weil	545
Idéalisme et Matérialisme	Jaurès	40

PEDAGOGIE MODERNE

La méthode des fables	L. Duss	420
Les enfants difficiles	F. Zulliger ...	420
Grammaire espérantiste	S. A. T.	150
La connaissance paranormale	Laurenci-Bendit	240
Une expérience d'éducation nouvelle	A. Jouenne ...	105
Culture prolétarienne	M. Martinet ..	230
Technique de l'imprimerie à l'école..	C. Freinet	35
Le Maître camarade et la Pédagogie libertaire	Schmid	525
L'Education Nouvelle	Cousinet	390
Page des parents	C. Freinet	35
La coopération à l'école moderne ..	C. Freinet	35
Pour le sauvetage des enfants de France	—	35
La technique Freinet	—	35
Caravanes d'enfants	—	35
L'éducation du travail	—	330
Conseils aux parents	—	130
L'école moderne française	—	35
Naissance d'une pédagogie populaire	E. Freinet	445
La santé de l'enfant	—	160
Ecoles de villes	Marie Cassy ..	30
Bilan d'une expérience	J. Montborgne.	35
Théoriciens et pionniers de l'école nouvelle	J. Husson	35
L'éducation Décroix	—	35
Bakulé	—	35

Le Plan Schuman

UN des aspects les plus curieux du capitalisme moderne, c'est qu'il n'ose plus s'appeler par son nom, se regarder dans la glace tant il a peur de lui-même, de sa hideur, de sa fin prochaine. Devant l'élan irréversible des travailleurs vers la Révolution sociale, le capitalisme au XXe siècle a besoin, pour pouvoir subsister, de mystifier le prolétariat en empruntant la phraséologie du socialisme.

En se parant ainsi des vêtements de son pire ennemi, en se niant lui-même, il espère faire illusion et tromper l'opinion (ce en quoi il semble réussir parfois). C'est la vieille histoire de l'Antechrist qui prend le visage du Christ : Hier Hitler pour détourner de son cours la révolution allemande fondait avec l'argent et les conseils des grands trusts de la Ruhr le national-SOCIALISME. Aujourd'hui, M. Monnet, serviteur des grandes banques internationales, placé à la tête de la « Haute Autorité du Pool Charbon-Acier », ose sans rire appeler le Plan Schuman « première loi ANTI-TRUST européenne ».

Instrument d'oppression sociale et Arsenal de guerre

par **Paul ROLLAND**

Le Pool est-il un cartel ?

VOYONS quel est le contenu réel du Plan Schuman. Tout d'abord rien de bien nouveau, Cette « initiative révolutionnaire » n'a précisément pour but que de ressusciter une des plus grandes concentrations d'intérêts économiques qui ait existé : le Cartel International du Charbon et de l'Acier qui avant la guerre groupait la majorité des producteurs européens (1). La seule nouveauté est que cette fois l'opération s'effectue au grand jour avec l'estampille, d'une part, des gouvernements des états intéressés et, d'autre part, des U.S.A., qui avant la guerre faisaient plus figure de concurrent que de protecteur.

Les défenseurs du Pool lui refusent la dénomination de Cartel réservée, selon eux, aux ententes-pour-protéger - les-mauvaises - entreprises. Or, cette définition est tout à fait tendancieuse. Un Cartel est en réalité une entente entre producteurs sur les prix pour concilier leurs intérêts, c'est-à-dire, éviter des « catastrophes » comme l'abondance (surproduction) et la baisse des prix.

La protection des entreprises déficitaires n'est qu'une des conséquences, ni principale ni essentielle. Le Cartel a pour conséquence économique primordiale, de coordonner la production en réduisant au maximum les pertes de l'ensemble des producteurs.

Cet objectif est atteint par les conventions sur les prix de vente, les zones de ventes et les quantités maximum de production. Il peut en résulter un assainissement évident du marché par l'élimination des contradictions les plus grossières du capitalisme et l'introduction d'un certain planisme.

(1) En 1926 : la France, la Belgique, le Luxembourg, la Suède et l'Allemagne.

Le Pool et la classe ouvrière

LES conséquences sociales de la formation d'un Cartel comme le Pool Charbon-Acier sont bien plus graves. L'union des producteurs (surtout en ce qui concerne l'industrie lourde), se traduit par une coalition d'intérêts capitalistes disposant de ressources financières considérables pouvant dominer la presse, les parlements, les gouvernements et organisant parfois, des partis fascistes comme le Parti Nazi.

Un tel renforcement du pouvoir national ne peut avoir pour résultat que la surexploitation de plus en plus intensive du prolétariat et au besoin son endoctrinement et son embrigadement dans un régime corporatiste à la manière de celui du célèbre Dr Ley.

La meilleure réponse des travailleurs face à une telle coalition organisant de plus en plus rationnellement l'exploitation par-dessus les frontières, ne serait-elle pas dans un regroupement international symétrique aboutissant à une *Confédération Syndicale Européenne ?*

Les garanties concédées au prolétariat par l'intermédiaire du Plan Schuman sont parfaitement dérisoires. Voyons quelle est la prétendue représentation des travailleurs au sein des trois organismes dirigeants du Pool. A la « *Haute Autorité* » on avait pensé faire une petite place à un Jouhaux quelconque. Finalement on a renoncé même à cette mascarade. Le « *Comité Consultatif* » est prévu comme composé d'un tiers de représentants des travailleurs, d'un tiers des producteurs, d'un tiers des consommateurs.

Sans approfondir la valeur « représentative » des « délégués des travailleurs », il saute aux yeux que ceux-ci n'auront aucune influence, le gros patronat (à la fois consommateur et producteur de charbon et d'acier), s'assurant une confortable majorité.

Quant à l' « *Assemblée* » « élue au suffrage universel direct ou indirect « elle ne sera qu'un parlement de plus, d'où d'ailleurs les partis gênants (communistes d'abord, socialistes ensuite, tous les autres enfin), pourront être écartés comme à l'Assemblée de Strasbourg.

Si aucun libertaire ne nourrit d'illusions réformistes quand au progrès social et économique que constituerait le Pool, une attitude d'indifférence à son sujet serait aussi erronée. En effet, si le Plan Schuman n'apporte aucun avantage à la classe ouvrière, il lui fait par contre courir de graves dangers, dangers que l'on peut ramener à trois :

1° *Baisse des salaires :* Sous prétexte d' « harmonisation » nécessaire des salaires entre les différents pays européens, on en viendra rapidement à égaliser les avantages dus à la Sécurité sociale. L'opération se fera-t-elle en prenant comme base un niveau élevé (comme celui de la France) ou très bas (Italie...) ? la réponse est aisée ;

2° *Chômage :* Le Plan Schuman se flatte d'éliminer les entreprises non rentables. Que fera-t-on, par exemple, des mineurs des gisements à faible rendement du Centre de la France ? Les promoteurs du plan prévoient de vagues « transferts de main-d'œuvre ». Or, la mobilité ouvrière déjà très faible en Europe (à la différence des U.S.A. et de... l'U.R.S.S.) du fait, par exemple, de la pénurie de logements, de l'obstacle des langues et... sera encore accrue en régime capitaliste « organisé » par l' « uniformisation » des salaires, dans les différents pays. On en viendra à laisser les chômeurs libres de crever de faim devant les entreprises fermées ou finalement à organiser des transferts à la manière du S.T.O.

3° *Consécration du régime de propriété :* La propriété capitaliste de la grande industrie ayant des aspects différents dans chaque pays du fait des timides réformes arrachées sur le plan national par la classe ouvrière, il fallut au moment de l'adoption du Plan, donner à la classe patronale de chaque pays, l'assurance qu'elle n'aurait pas à lâcher une partie de sa proie à l'invitation des voisins. Aussi les maîtres de forges belges et français furent pris de panique à l'idée que le droit de co-gestion accordé aux syndicats allemands ne s'étendent à leurs propres usines.

De même, les grands charbonniers belges et allemands se méfiaient de la contagion possible des nationalisations opérées en France. Ces messieurs prirent toutes les garanties nécessaires.

Bien plus, le Plan Schuman excluant « toute modification du régime de propriété et soustrayant l'industrie du charbon et de l'acier au contrôle national, il est dès à présent impossible d'envisager l'obtention sur le plan local ou national de réformes sociales dans ce secteur.

Ainsi la cartellisation officielle de la sidérurgie européenne conférera à tout projet de réforme une importance internationale qui l'empêchera d'aboutir devant la coalition des patronats, à moins qu'il ait revêtu une forme révolutionnaire. Les buts minimum de la classe ouvrière en la matière équivaudront donc à ses buts maximum : la révolution.

Ce n'est pas dans ce sens que les farfelus de la social-démocratie attribuent au Plan Schuman une portée révolutionnaire et qu'ils saluent en lui la voie vers la planification socialiste de l'économie.

Alors que non seulement dans ses buts, mais dans sa forme, le Pool est la négation de toute collectivisation de l'industrie.

Le Pool et l'expansion allemande

IL n'est pas dans nos intentions de reprendre ici les objections un moment soulevées à l'égard du Plan Schuman par les patronats français (C.N.P.F.) ou italiens (Confindustria).

Ces honorables corporations reprochant à l'industrie allemande de ne pas leur laisser une part suffisante du fromage nous n'avons pas à entrer dans ces querelles de famille.

L'industrie allemande apparaissant à tout observateur comme de loin la mieux douée en ressources charbonnières et financières, en main-d'œuvre, la mieux équipée, la plus moderne, la plus rationnellement organisée, la plus expansive, il n'est pas dans notre dessein non plus, de prendre la défense des industries moins favorisées, mais de dénoncer le péril que continue à faire courir au prolétariat européen, une classe capitaliste particulière puissante.

En effet, alors que les bourgeoisies italienne, française, belge, hollandaise, sont quelque peu essoufflées (1), ne disposent sur leur territoire que de ressources et de matériel assez pauvre et disparate, n'occupent plus sur le plan mondial qu'un rôle effacé, la bourgeoisie allemande est en pleine force, dispose de ressources gigantesques de charbon et d'un matériel très moderne, et occupe sur le plan mondial une place de choix : celle de brillant second des U.S.A. Or, la force incomparable en Europe des capitalistes allemands est due, avant tout, à ce qu'ils détiennent un trésor exceptionnel : la Ruhr.

(1) Elles visent plus à vivre au jour le jour en renforçant l'exploitation sur des bases économiques anciennes qu'à accroître sans cesse la production. En Allemagne, les deux préoccupations vont de pair.

La Ruhr au centre du plan Schuman

QUAND en 1950 a été lancée l'idée du Pool, l'Allemagne de l'Ouest produisait 50 % (110 millions de tonnes sur 220) (1), du charbon et 40 % de l'acier des six pays d'Europe continentale devant former le Pool (Allemagne, Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, France plus Sarre, Italie). Or à cette époque déjà le chiffre de production de l'industrie allemande était anormalement bas, car alors que la production française ou belge ne pouvait augmenter sans un effort considérable d'investissement, le potentiel allemand n'était utilisé qu'en partie, du fait des limitations imposées après la guerre.

Rappelons qu'en 1939, l'Allemagne produisait 200 millions de tonnes de houille et autant de lignite ayant un pouvoir calorifique trois fois moindre. Qu'en 1944, ANNEE DE GRANDE PROSPERITE POUR L'INDUSTRIE LOURDE, la production avait atteint 260 m. t. pour la houille et 250 m. t. pour la lignite (équivalent donc à 83 m. t. de houille).

Rappelons aussi qu'en 1950 l'Allemagne produisait 12 millions de tonnes d'acier contre 30 millions de tonnes en 1943. Si l'on admet comme non exagéré le rapport remis à Hitler par une commission industrielle affirmant, quelques mois avant la fin de la guerre que la production sidérurgique allemande pouvait encore doubler sur les bases existantes...

Si l'on considère d'autre part que la guerre a détruit au grand maximum un quart du potentiel industriel... l'on conçoit que l'élan de l'industrie extractive et sidérurgique allemande pouvait encore doubler sur les bases existantes.

Or, la base de l'industrie allemande est la Ruhr qui produisait 75 % du charbon allemand dans les frontières d'avant-guerre, 90 %, dans les frontières de Potsdam et la quasi-totalité de l'Allemagne de l'Ouest. Ce gisement est un des plus riches, sinon le plus riche qui soit au monde (2). Sur ce territoire faiblement étendu des confins rhéno-westphaliens s'est édifiée, partant de ces mines inépuisables la plus forte concentration sidérurgique, la plus dure agglomération industrielle qui soit. Là se trouve le berceau de ces toutepuissantes féodalités industrielles dirigées par les Thyssen, Krupp, etc..., familles « trustant » houillères, haut fourneaux, usines, banques, dirigeant la vie économique et politique par ses hommes de confiance comme les Von Papen ou les Schacht, et dont deux guerres et une révolution ne parvinrent à ébranler le pouvoir.

Cette aristocratie industrielle a prouvé en suscitant le nazisme qu'elle avait besoin pour s'épanouir pleinement d'un régime fasciste et qu'elle était capable de l'instaurer. Elle a prouvé également par l'organisation de l'Europe Nouvelle qu'elle avait besoin et qu'elle était capable de réorganiser l'économie européenne.

C'était le nouvel ordre européen qu'elle a réussi à mettre sur pied à la faveur de la deuxième guerre mondiale. Pourquoi n'y parviendrait-elle pas maintenant qu'elle est étroitement associée au capitalisme américain ?

(1) Contre 50 m.t. pour la France.

(2) Voici comment son évaluées en milliards de tonnes les réserves probables des principaux pays : U.S.A. : 2.000 ; Chine : 1.000 ; U.R.S.S. : 1.000 ; Allemagne : 300 ; Angleterre : 200... France : 6.

Économie de guerre inévitable

LES mines et la métallurgie sont, de tous les secteurs de l'industrie, ceux où, en régime capitaliste, les frais d'investissement sont les plus élevés, sont les plus liés avec la grande banque, et ont le plus besoin que l'Etat leur assure une protection les mettant à l'abri des variations de tendance.

C'est l'industrie lourde qui éprouve le plus impérieusement le besoin de diriger, d'orienter l'économie et c'est aussi elle qui a les moyens d'intervenir de la manière la plus décisive.

Or, dès la mise en route de la communauté du charbon et de l'acier, va se poser le problème des débouchés.

L'Europe sera vite saturée de produits sidérurgiques. On parle déjà de l'Afrique et particulièrement d'investissements allemands en Afrique du Nord, seulement ce sont là projets à longue échéance nécessitant d'abord l'équipement des pays envisagés.

En Amérique du Sud, au Moyen-Orient la poussée allemande déjà très sensible se heurte à la rivalité anglo-saxonne. Les U.S.A. et la Grande-Bretagne s'étant déjà partagé les marchés ne tiennent pas à ce qu'un troisième larron vienne remettre tout en cause. La situation de l'Allemagne est alors d'autant plus difficile que de même que le Japon, étant subordonnée financièrement, économiquement et politiquement aux U.S.A. elle ne peut s'opposer directement aux intérêts américains.

Quand au monde des démocraties populaires et de l'Union Soviétique les industriels allemands (comme japonais) se voient interdire tout échange valable avec lui par les U.S.A. sous peine de représailles.

Devant une situation sans issue extérieure « normale » la production sidérurgique germano-européenne se tourne inévitablement vers la production d'armements. Pendant un certain temps cette production d'armements assurera des bénéfices réguliers à l'industrie Schuman, aux dépens des pauvres types qui payent leurs impôts. Puis quand on aura réduit au minimum les dépenses civiles (1) et augmenté les impôts au maximum il faudra bien se décider à utiliser ces jolis tanks et ces beaux canons (qui - nous - ont-coûté-si-cher-pour - en-finir-avec-la-menace - de...) pour s'ouvrir de nouveaux débouchés. De quel côté ? Plus du côté des Anglo-Saxons ou des Français puisque maintenant ils marchent dans la combine. Alors ? Mais du côté du péril communiste.

C'est ce que M. Hallstein, secrétaire aux Affaires étrangères d'Adenauer appelle « intégrer l'Europe jusqu'à l'Oural ». Cela nous promet de belles « années de prospérité industrielle » à la manière d'il y a dix ans.

(1) « Du beurre ou des canons... » On connaît le refrain.

Garanties juridiques

A ces perspectives alarmantes les bons apôtres M.R.P., S.F.I.O., F.-O., répliquent avec une douceur angélique la main sur le cœur et les yeux dans les nuages : « Les *textes sont là !* Ils s'opposent à ce que l'industrie allemande soit plus que l'un des six partenaires..., mais oui pas plus que le Luxembourg par exemple », comme si d'ailleurs cela pouvait nous rassurer et que nous puissions penser que les intérêts de M. de Wendel sont bien différents de ceux de Krupp... Mais voyons les textes.

Ils stipulent d'une part que le Comité Consultatif est composé proportionnellement à l'importance de l'industrie de chaque pays, et surtout d'autre part que le financement de la communauté est fourni par chaque pays proportionnellement à la production de charbon.

Voilà qui porte à croire qu'il ne faudra pas longtemps pour que les barons de la Ruhr aient la haute main sur le pool, eux qui sont de si bons techniciens de l'intégration européenne comme ils l'ont montré avec leurs pareils d'ici comme Renault et autres.

Et puis dans les textes il y a aussi les juges. Ceux-là on n'a même pas trouvé utile de leur attribuer les garanties théoriques d'impartialité que le droit bourgeois confère à la magistrature (nomination à vie et non révocabilité ou élection à temps et non rééligibilité) : ils sont nommés pour six ans et leur mandat est renouvelable.

Ce qui veut dire qu'ils n'ont aucune indépendance les mettant à l'abri des pressions morales et financières (ne pas gêner le pouvoir qui vous a nommé si on veut garder son poste).

Et puis tout cela c'est le cadre juridique actuel du pool. Or, on l'a souligné ce cadre est souple, il sera sujet à révision, il pourra s'adapter à l'évolution politique. C'est cette perspective qu'envisage Adenauer disant à ses compères les métallurgistes rhénans : « Adoptons d'abord, nous modifierons ensuite ».

Conclusion

Le Pool et la conjoncture internationale

AINSI quoi qu'en disent ces naïfs (laissons les autres...) défenseurs politiciens ou syndicaleux, le Plan Schuman n'a rien à voir avec une merveilleuse entreprise de réorganisation rationnelle de l'économie, permettant le contrôle ouvrier, l'amélioration du sort des travailleurs et l'éloignement de la guerre.

Le Plan Schuman est au contraire une création du patronat destinée à servir exclusivement ses intérêts et s'insère dans le cadre général du réarmement atlantique.

C'est précisément parce que l'on ne peut abstraire le Plan Schuman de son contexte historique qu'on ne peut attendre de lui un progrès quelconque du point de vue de la classe ouvrière. Combattre le Plan Schuman est-il comparable au geste désespéré des ouvriers brisant les premières machines ? Non car si les premiers métiers apportaient avec eux en même temps qu'un renforcement de l'exploitation des travailleurs une possibilité accrue pour ces derniers de s'emparer des moyens de production et de les mettre avec plus de fruits au service de la collectivité, le Plan Schuman n'apporte avec la consolidation certaine du front patronal qu'un élément dérisoire de rationalisation technologique susceptible de tomber aux mains du prolétariat.

L'organisme du Plan Schuman n'est pas un instrument de production nouveau, mais un instrument de répression antiouvrière. Il ouvre la voie à l'instauration d'un nouveau fascisme européen lié étroitement au militarisme américain.

Juin 36

« Cet ouvrage qui vient de paraître dans la collection « Masses et Militants », aux Editions Ouvrières, avec une préface d'Edouard Dolléans, aura sa place sur la planche à livres de tous les militants révolutionnaires ».

En vente à notre service de librairie : prix port compris, 580 francs.

ANARCHISTES ET SURRÉALISTES

Le vrai sens d'une rencontre

par un groupe de militants

TOUS avons lu dans le N° 324 du *Libertaire* l'article de notre ami Jean Schuster « Le sens d'une rencontre ». Sans avoir l'intention d'ouvrir ici une polémique à ce sujet, nous essayerons simplement d'exprimer l'opinion d'un groupe de militants qui n'engage en aucune façon la F.A.

Il s'agit de la rencontre entre Anarchistes et Surrealistes.

Nous ne pensons pas qu'il serait faux ou prétentieux d'affirmer que cette rencontre dure, malgré tous les aspects que les deux mouvements ont pris, depuis la naissance des deux idées. Celle des hommes est vieille de 10 mois. Précision : la rencontre des *responsables*, celle des *militants* ne s'est pas encore faite.

En effet, combien de fois les militants nous ont posé la question : « Le Surréalisme, qu'est-ce que c'est ? », et nous essayons de répondre, mal peut-être, en tous cas en pensant que c'était aux surréalistes de le faire et de le faire d'une façon *simple et accessible* à tous. Nous pensons avec Reclus que la vulgarisation n'est pas nécessairement la vulgarité. On ne saurait dire tout le mal qu'a fait l'hermétisme dans l'art contemporain, en lui faisant souvent perdre le sens du vrai, de l'authentique, en devenant un art « intellectuel » et formel, une recherche de l'originalité pour l'originalité. Et pourtant il nous semble possible de surmonter cette maladie de l'art contemporain, si les artistes prennent conscience des nécessités révolutionnaires, s'ils parviennent à s'échapper des tendances d'extrême subjectivisme et à exprimer les sentiments et les idées révolutionnaires des masses populaires. Il a raison Jean Schuster qui dit : « La fin ultime que s'assignent surréalistes et anarchistes est commune : restitution intégrale des pouvoirs dont l'homme a été spolié, tant par les puissances spirituelles que par les puissances économiques et politiques ». Seulement cette phrase est tellement vague que pas mal de « révolutionnaires » pourraient la revendiquer... D'autre part, les surréalistes nous disent que leur révolte est totale. Mais ils semblent oublier que l'anarchisme, dépassant le stade de la révolte, lutte pour une *Révolution totale* et que l'on ne peut considérer les anarchistes comme les « éléments spécialisés » n'opérant que sur le plan politico-économique. L'anarchisme est bien *un tout*, mais il n'est pas pour autant l'intention des anarchistes d'imposer une révolution uniforme dans le domaine intellectuel, sensible et moral. Les anarchistes s'ils ont un but précis sur le plan politique et économique, n'ont pas sur d'autres plans la prétention de diriger les esprits vers une expression artistique plutôt qu'une autre. Qu'on nous comprenne bien : nous n'avons jamais douté de la sincérité de nos camarades surréalistes et nous n'avons jamais eu le moindre soupçon d'un « noyautage » quelconque. Mais nous sommes obligés de constater qu'il se crée une impression — qui d'ailleurs n'est pas due à l'attitude des surréalistes — que le surréalisme est en quelque sorte l'Art Officiel anarchiste — ce qui est une absurdité en soi. Nous sommes pourtant persuadés que la rencontre avec les surréalistes peut découvrir des horizons nouveaux pour les militants anarchistes sur le plan intellectuel et artistique. D'autre part, en ce qui concerne les surréalistes, nous ne voulons pas analyser ici la question épineuse de l'engagement de l'artiste mais, si nous sommes prêts à croire que l'artiste s'engage d'abord envers l'Art, nous pensons néanmoins que en tant qu'homme il s'engage en des moments déterminés et pour des causes déterminées avec d'autres hommes et que l'artiste qui se passionne pour une révolution, qui y prend part même, ne se différencie aucunement en cela de son voisin, ouvrier, paysan, artisan, ingénieur ou professeur. Nous croyons que pour qu'une rencontre apporte quelque chose de concret à la Révolution, pour dépasser même le stade de la rencontre, il est nécessaire d'accepter non seulement intellectuellement les « aspirations » générales de l'idéologie anarchiste, mais également les méthodes d'action coordonnée du mouvement révolutionnaire qu'est la F.A., comme le font chaque jour des nombreux sympathisants. Il est inutile de confirmer la sympathie des militants anarchistes pour nos camarades surréalistes et tout ce que nous venons de dire l'a été à seule fin d'apporter notre point de vue pour rendre plus étroite et fructueuse notre collaboration. Nous n'avons pas la prétention d'avoir fait une analyse parfaite de la question. Comme disait Antonin Artaud : « Je ne suis pas André Breton et je ne suis pas allé à Baltimore, mais c'est ce que j'ai vu sur les bords de l'Hudson »...

Si ce journal te plaît

DIFFUSE-LE !

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10e) C.C.P 8032-34

FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.

Pour changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

LE CALENDRIER RÉVOLUTIONNAIRE

18 septembre

21 SEPTEMBRE 1919

500.000 cheminots anglais se mettent en grève. Leur secrétaire général, le réformiste J.-H. Thomas, avait déclaré en lançant l'ordre de grève : « C'est le jour le plus triste de ma vie. J'ai tout fait pour trouver un moyen de conciliation. J'ai échoué. » Les cheminots n'étaient pas de son avis.

23 SEPTEMBRE 1868

Constitution à Genève, avec Bakounine, de l'ALLIANCE de la DEMOCRATIE SOCIALISTE, association qui se déclare contre tous les Etats, se proposant d'y suppléer par le moyen de l'union universelle des entités libres, aussi bien dans le domaine de l'agriculture que dans celui de la production industrielle.

25 SEPTEMBRE 1868

Dans le 11e Congrès de la Ligue de la Paix et de la Liberté, réuni à Berne, BAKOUNINE déclare que pour obtenir la paix et la liberté véritables il faut d'abord instaurer l'égalité économique et sociale sans lesquelles les premières sont irréalisables. HELLER, RECLUS et FANELLI se joindront à BAKOUNINE et se retireront de ladite association.

1er Octobre

26 SEPTEMBRE 1830

Parution, à Paris, de « l'ARTISAN », journal de la classe ouvrière où la rédaction s'affirme « comme l'expression sincère de l'esprit qui anime la classe ouvrière. Tirés, nous-mêmes, de son sein, nous resterons fidèles à ses besoins ».

27 SEPTEMBRE 1914

Une conférence socialiste italo-suisse se tient à Lugano. MUSSOLINI, qui devait y assister, s'est excusé. Sa conversion à la guerre était proche. Elle devait se produire en novembre 1914.

30 SEPTEMBRE 1830

Un périodique d'orientation prolétarienne est publié à Paris : « LE JOURNAL DES OUVRIERS », qui, dans son éditorial, déclare : « Que demandons-nous ? De l'ouvrage, pour donner de l'aisance aux familles ; aucun de nous n'a l'ambition de vouloir être quelque chose dans le gouvernement.

1er OCTOBRE 1900

Signature, à Milan, du contrat collectif reconnaissant le contrôle syndical. Les patrons se voient, en outre, contraints de reconnaître le contrôle économique de leurs établissements.

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers :-: La terre aux paysans

UN TOIT POUR CHAQUE TRAVAILLEUR

Taudis ou logements ?

IL est un problème qui est trop souvent remis en question sans résultat véritablement tangible et abordable pour le prolétariat.

C'est le problème de l'habitat.

Dans notre région industrielle à la population dense ce problème pose des solutions aiguës, résolues parfois sordidement.

La population des centres industriels de Roubaix-Tourcoing, qui a doublé en un siècle ne trouve plus à se loger, mieux, il faudrait dire à se caser.

Tout le monde connaît les cours et courées tristement célèbres de Roubaix et environs.

Qui ne connaît ces concentrations de masures plus sordides les unes que les autres, bâties à la hâte par les patrons du textile et les gros propriétaires, afin de loger cette main-d'œuvre nécessaire à l'exploitation capitaliste au cours du siècle dernier. Roubaix compte par dizaines ces forts et entassements de taudis « *que nul ministre n'est jamais venu visiter avec le souci d'n remédier autrement que par des discours* ». Ces files de maisons basses, lépreuses et décadentes, pourries de moisissure, suintantes d'humidité. Telles qu'on peut les voir dans les quartiers du Fontenoy, de la Guinguette et des Longues-Haies, etc.

C'est dans ces taudis que se multiplia la population roubaisienne, sans air, sans soleil, à l'ombre des grands murs des filatures ou des tissages.

Là où le père bien souvent travaillait pour apporter la maigre pitance.

Des générations d'hommes ont grandi dans ces clapiers à l'usage de l'homme.

J'ai dit clapier, le mot n'est pas exagéré. En tout et pour tout une pièce commune de 4 mètres sur 4, quelquefois moins, pour loger toute la nichée,

Le haut « c'est-à-dire ce qu'on n'oserait appeler chambre » sous les tuiles, au plafond bas, l'homme de taille moyenne y passe, mais c'est bien juste, aéré par ce que l'on appelle communément dans la région une tabatière, qui ne laisse entrer que l'air déjà vicié avec parcimonie. Là on entasse toute la famille pour y passer la nuit.

On s'arrange comme on peut, une cloison parfois sépare en deux cette pièce innommable, où on y gèle l'hiver et y cuit l'été, et dans quel état de vétusté.

Il faut y être allé pour se rendre compte de l'état de promiscuité et d'insalubrité dans lesquelles vivent des milliers d'individus.

Lorsqu'on arrive près d'une de ces agglomérations qu'on suppose avec peine devoir loger des êtres humains on se trouve suffoqué par l'odeur des latrines qui vous prend à la gorge, rien n'ayant été conçu pour l'hygiène, les w.-c. suintant de toutes parts s'écoulent dans les rigoles, sur le seuil des maisons... C'est là que vit cette population qui fit la fortune des magnats du textile.

Mais cet état de chose à notre siècle atomique ne pouvait durer !... Ainsi donc des groupements furent créés à seule fin de remédier à cet état lamentable entre tous.

Et aux quatre coins des cités industrielles de Roubaix-Tourcoing on peut voir sortir de sol comme champignons un jour de pluie, en trente endroits différents, des maisons pourvues de tout le confort moderne.

Ces nouveaux quartiers furent érigés sous l'égide du C.I.L. « Comité interprofessionnel du logement ».

Ce C.I.L. groupe en fait les sociétés : *H.L.M., Notre maison, Toit familial, Maison roubaisienne*, etc., etc... dont les présidents sont : MM. Motte, Tiberghien, Prouvost, etc,..

La gestion en serait paritaire ?... 16 représentants des employeurs, 16 représentants des syndicats des travailleurs-salariés et appointés. En tant que travailleur je connais (de nom) les représentants des employeurs. Albert Prouvost, Gérard Motte, etc. Quant à Gabriel Tétaerd et Robert Payen, représentants ouvriers, j'ai très peu entendu parler de leur action en faveur du prolétariat. Mais bien sûr on ne peut tout savoir et être partout !... Ces sociétés n'ont aucun but lucratif. Tout est fait pour la collectivité... (ceci est écrit en toutes lettres dans la revue C.I.L.). Mais voilà ! Car il y a malheureusement un mais... Les loyers de ces habitations modèles faites pour le bonheur des ouvriers, s'échelonnent de 5.000 à 9.000 fr. par mois, frais de gaz, électricité, eau en plus, remise est faite bien entendu par le truchement des allocations familiales d'une somme allant progressivement suivant le nombre d'enfants à charge.

Cela revient à dire que le père de famille nombreuse sera dégrevé de 50 % de son loyer s'il élève à plus de cinq le nombre de sa progéniture.

Pour les autres qu'ils se serrent d'un cran la ceinture. Que veux-tu, prolo ! Si tu veux un chez toi pour t'abriter il faut savoir souffrir.

En général les habitations les plus grandes étant réservées aux familles nombreuses les loyers se chiffrent l'un dans l'autre à près de 5.000 fr., plus les frais électricité, gaz, etc. «la moitié du salaire mensuel y passera ».

Comment l'ouvrier textile au pouvoir d'achat déjà réduit dans d'énormes proportions, 1° par son salaire de famine, 2° par le chômage, pourra-t-il s'acquitter de son loyer ? Car de cela il le faudra, les paperasses qu'il signe ne lui donnent en perspective que trois mois de répit, dans les cas les plus graves, il faudra voir à trouver autre chose. Et déjà des ouvriers qui avaient eu la chance de pouvoir enfin être logés dignement, se sont vu dans l'obligation de quitter leur nouvelle demeure, soit pour retourner chez des parents afin d'éviter la misère totale, d'autres se privent de tout, même du nécessaire le plus strict pour conserver un toit.

L'exploitation est quand même un peu forte pour des sociétés qui se veulent sans buts lucratifs.

Et nous en revenons à ce que nous avons dit et redit maintes fois, la possibilité de libération réside en l'homme lui-même qui ne pourra accéder au bonheur que par son action propre. La société bourgeoise et capitaliste actuelle ne pouvant que lui amener l'exploitation sous toutes ses formes, dont les faits précités en montrent toute l'exacte vérité.

Les C.I.L. comme les masures du siècle dernier ne sont édifiés que pour mieux tenir en tutelle toute cette population de travailleurs afin de pouvoir mieux les exploiter et les asservir.

Camarade travailleur, devant le capital insatiable qui toujours plus veut te tondre la laine, engage l'action dans l'unité, comme à l'intérieur des usines ou ton action porte ses fruits, par quartier, dans chaque groupe des C.I.L. engage le combat des loyers. Tu as le droit de revendiquer un toit pour abriter ta famille ! L'argent qui a servi à bâtir ces maisons, qui l'a gagné, sinon toi ! Tu as droit à une demeure spacieuse, agréable pourvue du confort moderne, dont le loyer, les charges, seront largement couverts par les bénéfices que tu fis rentrer dans les coffres de ton patron. Donc à lui la note ! En attendant mieux.

NEIHGER, correspondant.

Lourches : la fosse Schneider

CIMETIÈRE DES "GUEULES NOIRES"

"Le Libertaire" enquête sur les lieux de la catastrophe

DEPUIS qu'a commencé l'extraction du charbon, les catastrophes de la mine, auxquelles l'opinion publique s'attend à être informée chaque jour par leur quotidien n'ont, malgré leur caractère de fatalité, jamais vu disparaître, à l'encontre de beaucoup d'autres calamités, l'émotion, l'accablement qui frappent toute la population à leur annonce.

Est-ce dû à la situation de ces hommes qui, par leur profession, se trouvent chaque jour dans la condition d'ensevelis vivants et dont la remontée au jour paraît un étonnement ?

Ce n'est pas à cette question que nous voulons répondre aujourd'hui. Question bien secondaire, mais pourquoi, presque régulièrement, la mort vient frapper cette corporation, vitale pour l'économie d'un pays.

Il n'est plus permis aujourd'hui, avec les possibilités techniques dont nous disposons, de se contenter de romans, de films, de discours, d'articles faisant l'éloge ou décrivant la grandeur des « gueules noires », leur courage devant la mort qu'elles côtoient chaque jour et de mettre bas son chapeau.

La nouvelle tragédie que viennent de vivre les mineurs de Lourches a maintenant à son actif neufs morts et deux blessés graves encore à l'hôpital. Ce bilan n'est pas définitif. Plusieurs hommes, l'intérieur de la trachée artère brûlée, sont sursitaires pour un ou deux ans.

Aussi le gouvernement a fait ouvrir une enquête, comme à chaque fois, et dont la conclusion dénonce l'entière responsabilité dans l'accident, de l'ingénieur dirigeant l'équipe de nuit. Cet homme, dont on imagine l'écrasante responsabilité qui pèse sur lui, n'aurait pas respecté et fait respecter toutes les mesures de sécurité.

Mais la mauvaise conscience du gouvernement et de la direction du groupe minier de Valenciennes, sur l'objectivité de leur enquête ne leur ont pas permis de communiquer les résultats à la presse. Seul le personnel de la fosse Schneider à Lourches a eu information de la décision prise contre l'ingénieur, et les raisons de celle-ci.

Devant ce nouveau silence officiel sur la tragédie de Lourches, nos correspondants nous ont prié de venir sur place faire les constatations et enquêter pour le compte des lecteurs de notre journal.

•

Ce n'est pas la première fois que nous nous rendions à Lourches, plein centre minier du département du Nord. Et son décor de corons crasseux traversés par des rues de terre, recouvertes d'une épaisse couche de poussier, quasi impraticables par temps de pluie, et agrémenté d'un fond de toile de terrils, de fours à coke, de gazomètres, nous était déjà familier. Mais nous n'étions pas venus pour profiter de tous ces agréments qu'entretient l'Etat avec un grand soin de conservateur.

Très vite nous avons filés à la fosse Schneider où c'était l'heure de la relève de 14 heures, attendre nos camarades qui allaient nous expliquer, dans tous ses détails, le « coup de grisou » de la nuit du 11 au 12 août.

LES MÉTHODES DE TRAVAIL

AVANT la guerre, la production de la fosse Schneider en charbon extrait était d'environ 2.400 tonnes. Le système de rémunération des ouvriers était basé sur le tonnage de charbon déposé sur le carreau. Mais à chaque équipe revenait la part correspondant à sa production individuelle. Ce qui créait déjà une injustice et une division parmi le personnel. Ce système avait l'avantage, malgré tout, de présenter une plus grande sécurité dans le travail, à la différence de la méthode appliquée aujourd'hui. Nous allons voir pourquoi.

La « Libération » a vu naître un nouveau tabou : LA PRODUCTION. Il fallait, non seulement reprendre la cadence d'avant guerre, mais la dépasser. Le pays avait besoin de charbon.

La direction, pensant que l'ancien système ne permettrait pas une production intense, abandonna la rémunération des ouvriers sur la base du tonnage extrait et appliqua la rémunération au métrage de galerie percée par équipe. Cette nouvelle méthode allait amener un bouleversement complet dans les principes du travail au fond et dans la psychologie des ouvriers.

Au lieu tout d'abord d'augmenter la production, de dépasser celle d'avant guerre, le nouveau système a stabilisé la production de la fosse légèrement au-dessous. Il est extrait en ce moment environ 2.000 tonnes de charbon, soit 400 de moins qu'en 1939. Et cela avec une augmentation de l'effectif du personnel. Cette course « contre le mètre » a fait disparaître la conscience professionnelle, l'instinct de sécurité et développé à la place le goût du gain sans autre considération. Le mineur professionnel, le mineur qui aimait son travail, qui en tirait une fierté, a presque disparu. Peut-être le trouve-t-on encore dans le milieu de l'immigration polonaise.

Dans ces conditions de travail, de mentalité, la catastrophe devenait presque certaine. Elle ne pouvait plus être la fatalité, l'accident, mais devenait une chose recherchée, provoquée presque.

Le boiseur sur qui repose la plus grande partie de la sécurité, est devenu un manœuvre, un bonhomme qui plante les bouts de bois parce qu'il faut les planter et encore le plus vite possible. Pour ce travail très délicat, l'ingénieur, avant guerre, passait dans les galeries, prenait un pieu et sondait le plafond. La couche de pierres placée entre le bois et la terre devait être compact. Un trou, des pierres mal tassées et le travail devait être refait. Le grisou ne demande qu'une petite place pour s'accumuler.

Maintenant, le Nord-Africain, l'Italien, l'Allemand, venu travailler en France, n'est là que pour gagner de l'argent et boiser soigneusement après. Du reste on lui a dit qu'il fallait travailler vite et qu'il gagnerait ainsi beaucoup d'argent. On ne lui en demandait pas plus. L'ingénieur ne sonde plus le boisage. Il constate que le travail est fait, et vite. Il n'ignore pas qu'il reste un « couloir de vide » au-dessus des pierres. Mais il pense comme tout le monde qu'aucun accident n'a eu lieu depuis 1910 à la fosse et qu'il n'y a pas de raisons que cela ne continue pas. Pourtant, la mine est classée grisouteuse et poussiéreuse au deuxième degré C'est une des plus dangereuses de la région.

Alors que l'état de cette mine demandait ainsi une aération maximum, tout était négligé dans ce domaine. L'aération était mal faite, obligeant parfois les ouvriers à travailler dans une chaleur étouffante. Mais cela aurait été le moindre mal si cette négligence, ajoutée au mauvais boisage, n'avait rendu le danger plus grand. L'absence d'une circulation d'air suffisante favorisait l'accumulation du gaz Souvent les ouvriers ont fait remarquer la présence du grisou dans les galeries, le respirant à plein nez, mais la réponse de l'ingénieur restait invariable : « Le poste suivant en sera informé, le nécessaire sera fait par lui ».

L'équipe chargée de l'analyse de l'air et de la détection du gaz passait une fois tous les quinze jours et l'opération effectuée à la légère. Le prélèvement n'était souvent fait qu'à fond de galerie, l'arrière étant considéré comme exempt de danger. L'aération devant en principe assurer l'évacuation du grisou. Et puis l'évacuation du gaz demandait une interruption du travail, incompatible avec le respect des normes de production établies.

Il s'agissait tout simplement d'amener une tuyauterie d'air comprimé et de projeter la compression au fond de la galerie. Le gaz est chassé vers l'arrière et évacué par les bouches d'aération, à condition qu'elles soient suffisantes.

LA CATASTROPHE

A CE TRAVAIL fait en dépit de tout, dans lequel la sécurité des hommes travaillant au fond ne compte plus, s'ajoute la nouvelle méthode, elle aussi, du bouchage des veines épuisées.

Avant de sacrifier les ouvriers au culte de la production à outrance, le bouchage s'accomplissait « à la main », c'est-à-dire que les pierres étaient entassées à la pelle. Maintenant, il faut aller vite. On perfore les parois, on y place des bâtons de dynamite et l'on fait tout sauter. Il est facile d'imaginer le danger. Avant, lorsque se pratiquait ce système, il était effectué avec prudence. Une seule charge explosait à la fois et toutes les vérifications concernant la présence du grisou étaient faites. Il était déjà arrivé que les ouvriers, occupés à cette opération, aient eu le temps, voyant se former la boule de feu du gaz s'enflammant, de se jeter dessus avec le vieux sacs ou leurs propres vêtements et l'éteindre.

Maintenant il est impossible de s'assurer en cours d'opération, du danger. Le coup de grisou de la nuit du 11 au 12 août est le résultat d'une telle pratique.

Après la pose d'une série de bâtons de dynamite, l'ouvrier chargé de provoquer les explosions tourna la manette de « l'exploseur ». Le grisou s'enflamma à la troisième explosion, et la boule de feu bondit à une vitesse terrifiante à travers la galerie, dégageant une chaleur de 1.500 degrés. Un instant, et une quinzaine d'hommes brûlés vifs et hurlant de douleur, jonchaient le sol. La boiserie était calcinée sur place et la tuyauterie broyée, comme une cigarette entre les mains, par la déflagration de l'air.

L'OPÉRATION DE SAUVETAGE

LA DIRECTION avec le cynisme caractéristique du capitalisme, a tout prévu pour l'éventualité d'une telle catastrophe. Le pourcentage des pensions qui seront allouées aux victimes sont calculées en catégories, dans lesquelles seront classés les ouvriers tués ou blessés. Suivant que le décès a lieu au fond, au jour ou à l'extérieur du mur d'enceinte de la fosse, la catégorie et le pourcentage de la pension variera.

Et là on assiste à l'acte de la tragédie le plus ignoble. Les camarades des morts ou des blessés n'ont qu'une hâte, les remonter le plus vite possible. Et il se trouve que l'intérêt de la direction est le même. Non parce qu'elle est animée de fraternite envers les victimes, elle l'aurait prouvé avant avec un moyen de production moins dangereux, mais parce qu'intervient son intérêt le plus sordide : VERSER LE MOINS DE PENSIONS. Pour les tués du fond la question est résolue, les familles toucheront la pension de première catégorie. Mais restent les blessés. Il faut éviter absolument que d'autres décès aient lieu sur place. Il faudra faire l'impossible une fois au jour, lieu classé deuxième catégorie, pour que le transport à l'hôpital soit immédiat. Les décès à l'hôpital seront classés troisième catégorie.

Tous les ouvriers du fond n'ont pas assisté à l'accident et 150 d'entre eux n'ont pas été informés du tout. Ils sont restés à travailler. C'était toujours ça de récupéré par la direction

•

Le travail a repris après la fin des vacances, l'accident s'étant produit trois jours avant la fermeture annuelle. Sur la porte de la fosse une affiche était encore apposée et libellée ainsi :

Avis au personnel. En raison des circonstances, les congés payés qui devaient partir du 15 août, sont avancés au mardi 12 août.

EN RAISON DES CIRCONSTANCES... c'est aussi en raison des circonstances que 150 Nord-Africains ont abandonné la mine en déclarant : « Nous ne voulons pas mourir là-dedans ».

On peut se demander si ces hommes tant méprisés n'ont pas fait preuve d'une plus grande conscience d'une réaction plus saine que la majorité du personnel qui a repris le travail avec une sérénité peut-être très belle, mais qui fait surtout l'affaire de la direction. A notre question : « Pensez-vous que les méthodes de travail vont changer après cet accident ? », la réponse de plusieurs ouvriers fut : « Oui, pour une paire de semaines ».

René LUSTRE.

LA SNECMA est-elle une filiale de la Préfecture de Police?

DANS son usine de Billancourt la direction de la SNECMA a fait remettre à son personnel un questionnaire où il est demandé de désigner les trois derniers emplois, d'indiquer les noms, professions, de trois personnes pouvant renseigner sur vous et les noms de personnes travaillant dans l'usine dont vous vous recommandez. Le tout paraphé par le questionné avec la mention : **certifié sincère et exact.** Et, allons donc, maintenant vous n'avez qu'à bien vous tenir. Les services de la P.P. seront automatiquement renseignés si des grèves éclatent dans l'usine... On connaîtra les meneurs. C'est à croire que la direction de la SNECMA vise bien loin et n'est pas trop rassurée.

Les ouvriers ne sont pas obligés de répondre, c'est un fait. Pour que cette action soit positive, il faut l'unanimité de tous les ouvriers sans distinction et nous leur conseillons de se réunir dans l'usine ou en dehors, à leur volonté, et de faire un joli feu de joie de tous ces questionnaires. Prenez garde quand même à l'incendie.

Cela donnera peut-être à réfléchir aux policiers nazis de la SNECMA et en particulier à l'ingénieur Oestrich, engagé par M. Tillon, ministre de l'Air, à une époque pas trop lointaine pour que certains ne s'en souviennent plus.

C. L. (correspondant).

MAIN DANS LA MAIN : FAISONS FACE

F.O. ET C.F.T.C. reprennent enfin la lutte pour une augmentation des salaires. Naïves partisanes de la politique de baisse des prix elles se voient aujourd'hui dans l'obligation de reconnaître que l'expérience gouvernementale a échoué. C'est officiellement, le vendredi 5 septembre, que ces deux centrales ont pris position en utilisant la tribune de la commission supérieure des conventions collectives pour présenter leurs revendications aux représentants du gouvernement et des organisations patronales ; F.O. en proposant le calcul du salaire garanti sur 173 heures (40 heures par semaine) et non sur 200, la C.F.T.C. en présentant une motion réclamant « un relèvement immédiat et provisionnel du salaire minimum garanti en tenant compte de l'insuffisance de son taux actuel (100 francs de l'heure pour la région parisienne), de l'augmentation de la production et de la hausse du coût de la vie ».

Peu après cette bonne nouvelle, à Gardanne, le congrès national des mineurs Force ouvrière déclarait : « Nous ne voulons plus être exploités. Nous exigeons des retraites et des salaires décents. L'augmentation de la production est d'environ 50 % tandis que les salaires n'ont subi qu'une amélioration de 7 %. Cette disposition ne saurait être acceptée », pendant qu'à Nantes, le congrès de la fédération C.F.T.C. de la métallurgie votait une motion invitant ses adhérents à « revendiquer des augmentations de salaires permettant, comme première étape, de retrouver le pouvoir d'achat de septembre 1951, puis, par d'autres étapes, celui de 1938. « Cette motion qualifie la loi sur l'échelle mobile du 18 juillet dernier de « caricature » et constate que « la politique de blocage des salaires et de stabilisation des prix pratiqués par le gouvernement a provoqué un amenuisement du pouvoir d'achat ».

Ces conceptions plus saines de la lutte syndicale au sein de ces deux confédérations ne sauraient laisser indifférents le monde du travail et tous ceux qui militent pour une classe ouvrière unie.

LA DÉFENSE DU FRANC SUR LE DOS DES TRAVAILLEURS

QU'ILS soient inscrits dans une centrale ou dans une autre ou qu'ils soient « inorganisés », les travailleurs savent, aujourd'hui, que la défense du franc s'est surtout exercée à leurs dépens.

Les prix alimentaires, thème dominant de la première campagne de baisse se sont surtout traduits par des hausses sur les fruits et légumes, la viande, les œufs et les produits laitiers. Dans l'indice des prix à la consommation familiale à Paris (213 articles) le coût des produits alimentaires entrant pour 60 %, on peut mesurer l'ampleur de l'échec gouvernemental. Pinay et ses ministres ont beau s'efforcer de camoufler ce fiasco en essayant de mettre en branle un deuxième « dispositif antihausse » auquel ils ne croient pas eux-mêmes, les hausses saisonnières attendues et le prix d'hiver *légal* du lait ne feront qu'accroître les charges qui pèsent sur le budget de la ménagère. Ce que Pinay veut éviter c'est que ces charges-là fassent monter l'indice d'ensemble des prix du point 144,8 où il se trouvait au mois d'août au point 149, point fatidique qui d'après les termes de la loi du 18 juillet 1952 doit déclancher l'échelle mobile automatique des salaires et qui consacrerait définitivement la défaite de toute sa politique.

Le gouvernement a si peu foi dans son expérience que, non satisfait de voir le système des 213 articles jouer en sa faveur (dans la mesure où, dans le calcul de l'indice n'entrent point les fruits et les légumes frais dont les prix n'ont cessé de grimper depuis le début de l'année et où, par contre, figurent la balle de tennis et la fourche à fumier (sic) il le truque : témoin le désaccord qui s'est élevé entre la présidence du conseil et l'institut national de statistique au sujet du lait qui, s'il n'a pas été augmenté, son prix à la consommation, a vu sa teneur en matière grasse baisser à la production, ce qui correspond à une hausse que le gouvernement, bien entendu, s'est refusé de reconnaître jusqu'à ce que la protestation publique ait le dernier mot.

LES PROFITEURS.

L'AUGMENTATION « officielle » du coût de la vie de 1,4 % en l'espace de 30 jours ne saurait, quoi qu'en dise la presse aux ordres, s'expliquer uniquement par la sécheresse et la fièvre aphteuse. Les bandes organisées des Villiers, Blondelle, Gingembre, Forget et autres, autrement dits agriculteurs, industriels et commerçants ne sont pas sans avoir, de l'aveu même du directeur général des prix, Rosenstock-Franck, grossi leurs bénéfices grâce aux baisses de M. Pinay. Et c'est plaisir de voir les uns et les autres se rejeter les responsabilités de la vie chère à la face.

En fait, la pratique des prix imposés par les ententes professionnelles et les marges bénéficiaires excessives réalisées tout au long du circuit de la distribution par une cascade d'intermédiaires sont à l'origine de la diminution du pouvoir d'achat ouvrier déjà comprimé par un scandaleux blocage des salaires. Les beaux discours ministériels du dimanche n'ont pas réussi à convaincre les grandes, petites et moyennes entreprises avides de plumer le consommateur, des dangers d'un retour au dirigisme. L'amnistie, la garantie or accordée aux souscripteurs de l'emprunt et les exonérations fiscales, en ce sens, n'ont pas été pour décourager les ventes sans facture, le marché noir et la spéculation.

L'inflation, la dévaluation mêmes, agitées comme autant d'épouvantails par Matignon n'ont pas été de réelles menaces pour une bourgeoisie décidée à faire payer la note de frais qu'implique son train de vie par ses salariés. Pinay et son équipe peuvent toujours pour la galerie prendre de nouvelles mesures : blocage des prix industriels, réduction des marges bénéficiaires, affichage des prix, double étiquette, création de magasins témoins, etc. celles-ci ne verront le jour que pour autant qu'elles seront agréées pour une raison d'opportunisme politique par ceux qui détiennent le pouvoir économique.

LES TRAVAILLEURS EXIGENT UNE AUGMENTATION IMMÉDIATE DE LEURS SALAIRES

LE « CHEF » du gouvernement, fermement soutenu par le haut patronat ainsi que par les petites et moyennes entreprises n'a d'ailleurs pas attendu que les organisations syndicales se mettent d'accord sur le budget type à soumettre à la commission supérieure des conventions collectives en vue de la détermination, d'après les dispositions de la loi du 11 février 1950, du salaire minimum national interprofessionnel garanti pour laisser entendre que ce souci légaliste des centrales syndicales était peine perdue. Dans sa déclaration de Lyon du 8 septembre, l'ancien conseiller de Pétain a catégoriquement fixé sa position au sujet des salaires : loi pour loi, il s'en tiendra, lui, à celle du 18 juillet 1952, basée sur les 213 articles, pour refuser tout rajustement des feuilles de paie.

C'est, par conséquent, malgré la loi ou mieux *contre elle* que les travailleurs doivent s'unir pour arracher le droit de vivre ; de la même manière que malgré la loi et *contre elle* s'unissent les ententes industrielles et commerciales pour piller le consommateur par la fixation des prix minimum de vente au détail.

La C.G.T. pose l'objectif d'une augmentation immédiate de 15 % des salaires, le retour aux 40 heures avec le même salaire que pour 48 heures et la suppression définitive des zones de salaires.

Ces deux dernières propositions ont notre agrément. La classe ouvrière unanime doit s'élever contre cette augmentation hiérarchique de 15 % ouvrant davantage l'éventail des salaires, mais doit engager le combat, jusqu'à la victoire, pour l'uniformité de la prime d'augmentation pour l'ensemble de tous les ouvriers.

S. NINN.